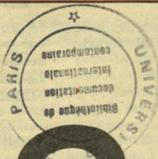


NUMERO BIMENSUEL
NOUVEL HEBDO EN MARS 1990

ISSN 0026-9433



le monde
libertaire

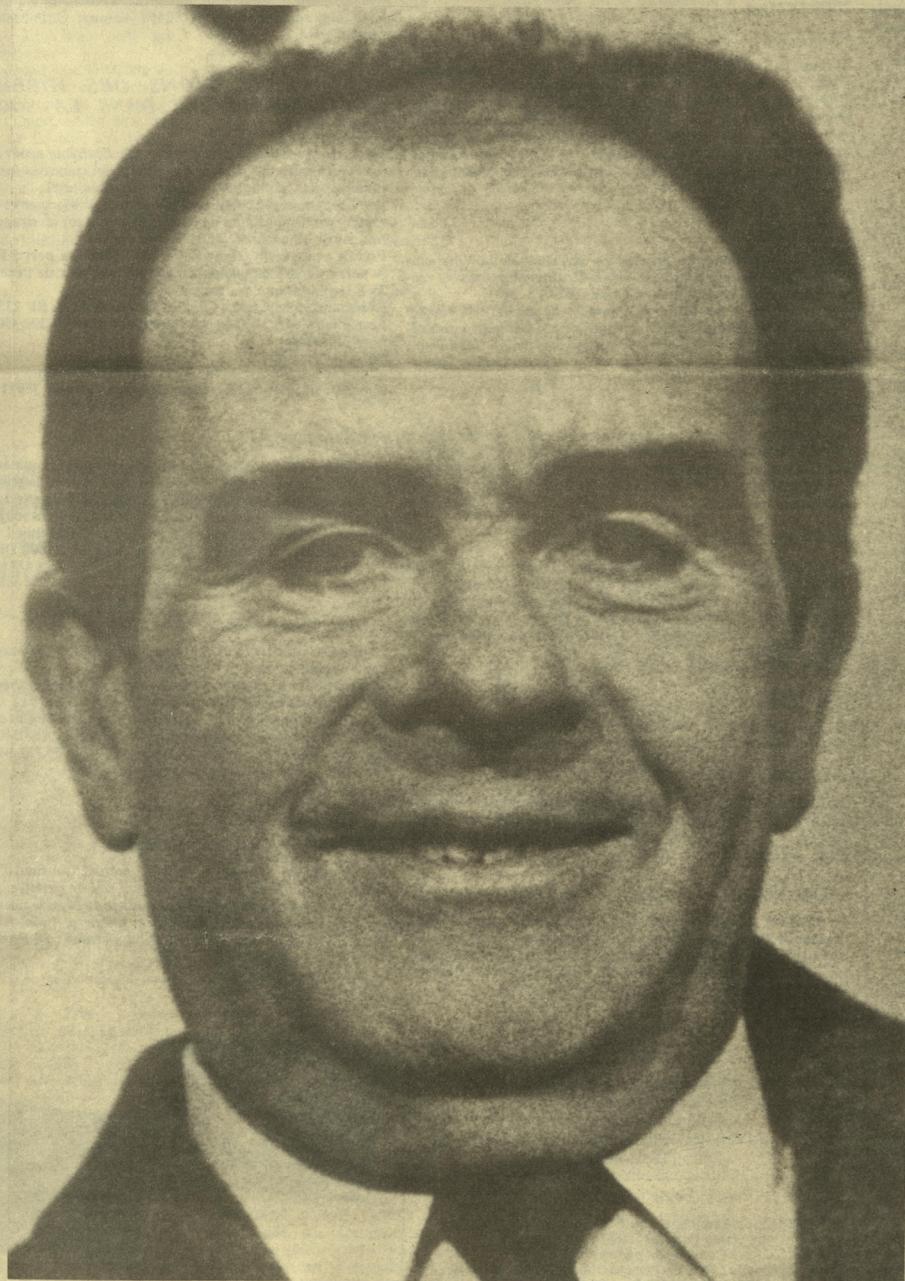


Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 772 JEUDI 18 JANVIER 1990 10,00 F

ENFANT DE STALINE :



LE DER DES DERS ?

SANTÉ

Les grands
« patrons »
en grève

PAGE 4

REPRESSION

Jean-Philippe
Casabonne
doit être
libéré !

PAGE 5

ROUMANIE

Le peuple
élimine
le parti
du peuple

PAGES 6, 7 et 8

POLOGNE

Chroniques
d'une société
clandestine

PAGE 10

F°P. 2520

communiqués communiqués éditions

• ANIZY-LE-CHATEAU :

Le groupe d'Anizy-le-Château (Aisne) prend le nom de groupe Pierre-Kropotkine. Adresse : athénée libertaire, 02000 Merlieux, tél. : 23.80.17.09.

• LILLE :

Le groupe Benoît-Broutchoux organise des permanences le mardi de 19 h à 20 h et le samedi de 15 h à 19 h au Centre culturel libertaire de Lille, 1/2, rue Denis du Péage, M° Fives, tél. : 20.47.62.65 (répondeur en cas d'absence). La Voix sans Maître émet tous les vendredis de 20 h 30 à 22 h, sur Campus (91.4).

• AMIENS :

Le groupe Germinal vend le *Monde libertaire* devant les Nouvelles Galeries tous les samedis après-midi à partir de 15 h et quelquefois le vendredi après-midi.

• MARSEILLE :

Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille vous informe que, lors de ses permanences le samedi de 14 h à 17 h au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Cinq-Avenues, Longchamp ou Réformés, Cannetière), il se tient à votre disposition pour discuter, débattre des problèmes de notre société, comparer vos idées avec la pensée anarchiste... En outre, nous disposons d'une bibliothèque de prêts (quatre mille livres et brochures environ), dépôt-vente de plusieurs publications de langues française et étrangère, vente du *Monde libertaire*.

• BORDEAUX :

Le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste organise une rencontre-débat avec un militant du SMOT autour des événements qui secouent actuellement l'URSS et les pays de l'Est. Le samedi 6 janvier 1990 à 20 h, au local du groupe : 7, rue du Muguet, à Bordeaux.

• ASNIERES :

Pendant la période bi-mensuelle du *Monde libertaire*, le groupe Malatesta vend celui-ci alternativement en deux endroits :
 • A Asnières les dimanches 24/12 ; 7/1/90 ; 21/1/90, 4/2/90 au marché de la mairie ;
 • A Nanterre les dimanches 31/12 ; 14/1/90 ; 28/1/90, au marché du centre.
 Il est donc possible d'y rencontrer ses militants entre 10 h 30 et 12 h 30.

• LE MANS :

Au Mans, l'association Sarthe libertaire regroupe les militants de la CNT, de la CLEA et de la FA. Depuis peu, la Fédération anarchiste reprend des activités régulières grâce à l'apport de nouveaux militants et sympathisants. Pour nous contacter, écrivez aux Relations Intérieures ou à Fédération anarchiste, c/o Sarthe libertaire, Maison des Associations, 4, rue de l'Arcole, 72000 Le Mans.

• LILLE :

Alexandre Tchoukaïev, représentant du SMOT (syndicaliste d'URSS) sera présent au Centre culturel libertaire « Benoît-Broutchoux » samedi 20 janvier de 15 h à 19 h. De passage en France, il répondra à vos questions sur la KAS (confédération anarcho-syndicaliste créée en URSS au mois de mai) et apportera son témoignage sur la perestroïka. Un rendez-vous à ne pas manquer et une adresse : 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, M° Fives, tél. : 20.47.62.65.

• LILLE :

Voici le programme des prochaines émissions de la Voix sans Maître, réalisées par le groupe Benoît-Broutchoux, tous les vendredis, de 20 h 30 à 22 h sur Campus (91.4) :

5 janvier : bilan des luttes de l'année ; 12 janvier : le contre-sommet économique de Paris ; 19 janvier : le secrétaire confédéral de la CNT française ; 26 janvier : émission féministe ; 2 février : compte rendu de la conférence d'Alexandre Tchoukaïev ; 9 février : la Palestine.

• POITIERS :

Organisé par *Svoboda*, un débat aura lieu le 4 janvier 1990 à 20 h 30, à la salle Léon-Jouhaux, maison du Peuple, Poitiers, avec Alexandre Tchoukaïev, représentant d'un syndicat libre russe : le SMOT, sur les évolutions actuelles en URSS et dans les autres pays de l'Est.

• MARSEILLE :

Le groupe Ascaso/Durruti de Marseille organise avec la CNT-AIT le samedi 27 janvier à 15 h, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul dans le IV^e, à Marseille (métro : Cinq-Avenues/Longchamp ou Réformés) une conférence-débat sur le thème : « A l'Est... du nouveau ? », avec pour invité un représentant du SMOT, syndicat libre d'URSS.

Nous vous invitons à venir nombreux.

• AURILLAC :

Il existe une liaison à Aurillac. Les personnes intéressées peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• BOURGOIN-JALLIEU :

Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu organisent le samedi 20 janvier, de 14 h 30 à 17 h, place des Halles, dans la rue piétonne, un stand de presse libertaire (journaux, livres, badges, briquets, affiches...).

• BOURGOIN-JALLIEU :

Le Collectif anarchiste et le Groupe FA de Bourgoin-Jallieu organisent le samedi 27 janvier à 21 h à la Maison de Quartier de Champfleuri un concert avec Christian Pacquod (chanteur libertaire). Entrée : 50 F, 30 F pour les étudiants et les chômeurs. Qu'on se le dise...

Permanence du secrétariat
aux Relations Intérieures de la F.A. :
le samedi de 15 h à 17 h
145, rue Amélot - 75011 Paris (m° République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

• SVOBODA :

Eh oui ! un numéro 2 de *Svoboda*, plus fourni que le premier, avec un article sur l'UNI, une interview de Dirty District, un texte sur l'Europe de 1993, un autre sur le rock alternatif, et puis des nouvelles, des aphorismes. Vous pouvez vous procurer ce numéro à la librairie du Monde libertaire pour 10 F et 10 + 3,70 F de port, en écrivant au CERIL, BP 166, 86004 Poitiers Cedex.

• VOLONTÉ ANARCHISTE

« LA MORALE ANARCHISTE » :

Ce trente-sixième numéro de *Volonté anarchiste* est la réédition d'une brochure de Pierre Kropotkine, presque centenaire ; sa première publication date en effet de 1891. Elle fut de multiples fois reproduite et traduite dans le monde entier. De nouveau, épuisée en France, il nous est apparu nécessaire de faire (re)connaître un texte indispensable à la compréhension de la pensée anarchiste et répondant à cette question : les anarchistes, sans dieu ni maître, auraient-ils une morale ?

Un numéro que vous trouverez pour seulement 25 F à la librairie du Monde libertaire.

Le meilleur soutien pour *Volonté anarchiste* est bien sûr l'abonnement : 190 F pour huit numéros. Versement à l'ordre de ASH : 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony, CCP 21600 42 C centre Paris.

LES PENETRATIONS DES IDÉES DE L'EXTREME DROITE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE :

En 1989, *Les Pénétrations des idées de l'extrême droite dans la société française* devient une réalité qui couvre la totalité du champ social, politique (administratif) et culturel.

Cette brochure est une tentative modeste d'informer et de convaincre sur l'importance de ce phénomène et sur les dangers qu'il fait courir à l'encontre de la société civile.

Prix de vente de l'exemplaire : 30 F + frais de port 5 F.

A partir de 10 exemplaires en commande, prix de l'exemplaire 25 F (tenir compte des frais d'envoi : 20 F).

Commande à adresser à Cercle d'études sociales, BP 233, 66002 Perpignan Cedex. Chèques à libeller à l'ordre de CES, CCP 36096 L, Montpellier.

Brochure en vente à :

- librairie « Infos » : 2, rue T. Guiter à Perpignan ;
- librairie du Monde libertaire : 145, rue Amélot, 75011 Paris.

• LA MISTOUFE :

Le numéro 4 de *La Mistoufe* vient de paraître. Ce numéro comporte vingt-quatre pages, d'où une augmentation de poids pour les envois. Ainsi, pour les demandes d'expédition, merci de joindre 4 F en timbres. Les abonnements de soutien sont toujours les bienvenus. Nous espérons ainsi pouvoir rester gratuit !
Notre adresse : La Mistoufe, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

• HUMEURS NOIRES GRAFFITI

Le numéro 10 d'*Humeurs noires Graffiti* est arrivé, un chiffre rond comme l'année qui commence !

On peut se le procurer à la librairie du Monde libertaire et dans plusieurs librairies parallèles.

Pour un abonnement de 5 numéros, ce qui correspond approximativement à un an, adresser 30 F à l'ordre de ALDIR à : *Humeurs noires Graffiti* - ALDIR, BP 79, 59370 Mons-en-Baroeul.

• CONTRE VENTS ET MARÉES :

Le numéro 65 de *Contre vents et marées* (journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la Librairie du Monde libertaire ou en écrivant à *Contre-courants*, la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 F (chèque à l'ordre de l'association).

éditions

LE CALENDRIER EN SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE :

Il est disponible au prix de 35 F, à la Librairie du Monde libertaire.



Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.



Ces deux autocollants, édités par le groupe « Humeurs Noires » de Lille, sont en vente en soutien au *Monde libertaire* (1 F l'unité, 20 F les 50 exemplaires).

LES LIBERTAIRES ET LE VENT D'EST

L'ange aux semelles de plomb !

DISONS-LE tout net, ce qui se passe actuellement en Europe de l'Est a largement de quoi mettre du baume au cœur d'un libertaire.

Comment en effet ne pas se réjouir du spectacle rare de peuples se libérant de leur joug ? Comment ne pas savourer la banalisation mass-médiatisée des dénonciations (en terme de totalitarisme de fascisme rouge, de goulagomania...) et des analyses (en termes de capitalisme d'Etat, d'étatisation de la société, de domination d'une classe techno-bureaucratique...) que nous fûmes les premiers à faire et ce dès les tout débuts de la mainmise du léninisme sur la révolution d'Octobre ? Comment ne pas se sentir conforté et crédibilisé au plan politique et idéologique par une lucidité d'une telle précarité ? Comment ne pas espérer de la libération d'un espace — celui de la révolution socialiste — jusqu'alors confisqué par le bolchévisme ?

De là à penser que la faillite du communisme d'Etat et la débâcle du marxisme vont, en Europe de l'Est et de l'Ouest, ouvrir en grand les portes de l'avenir aux idéaux libertaires, il n'y a qu'un pas que certains n'hésitent pas à franchir.

Pour ces camarades, cela ne fait pas l'ombre d'un doute, l'heure de l'anarchisme est en train de frapper à la porte de l'histoire.

CGT... ne prendraient-ils pas à court terme le virage rénovateur, reconstruc-teur ou refondateur, et ne reconquerraient-ils pas — sur ces nouvelles bases — l'espace laissé aujourd'hui vacant pour le naufrage du stalinisme ?

Comme on le voit, les événements actuels en Europe de l'Est comme la crise du stalinisme et du marxisme d'une manière générale n'ouvrent pas spécialement de perspectives « millénaristes » aux idéaux libertaires. Mais dès lors que l'on sait comme nous le savons que l'histoire des hommes n'est au fond que ce qu'en font les hommes, il n'y a pas lieu de s'en étonner.

Quoi qu'il en soit, si l'actualité européenne ne nous place pas particulièrement dans le sens de l'histoire, elle nous offre cependant matière à enseignements.

Une chose est sûre aujourd'hui en effet : parce que la structuration des sociétés occidentales (est-européennes comprises) a changé avec les mutations technologiques de ces dernières décennies, parce que la structuration sociale a changé (émergence de cols blancs)... les mentalités des populations ont changé et un certain nombre de valeurs sont devenues dominantes. Tel est le cas de la liberté d'expression, de circulation, d'association, de réunion, des

De ce point de vue, la crise du marxisme qui est peut-être également celle d'une certaine conception — datée — du socialisme révolutionnaire ne nous a pas épargnés et c'est quand même dramatique car s'il est une idéologie qui par son obsession du « mariage » entre la liberté et l'égalité a su mettre à nu les mécanismes d'oppression et d'exploitation du capitalisme privé et d'Etat, c'est bien la nôtre.

Aussi, forts de cette richesse idéologique et de la chance formidable dont nous disposons du fait que nos idéaux n'ont pas encore vraiment eu l'occasion de se confronter durablement et massivement (d'un point de vue géographique et humain) au réel, nous disposons peut-être de davantage d'atouts qu'il n'y semble à première vue.

Reste bien sûr à travailler et à réfléchir ; à polir, à affûter et à moderniser nos outils ; à actualiser et à moderniser la matérialisation de nos principes ; à nous doter d'un projet politique, social et économique clair, net et crédible (c'est-à-dire réalisable et apportant un plus par rapport à la situation présente) ; à mettre au point une stratégie permettant de mettre ce projet en acte ; à inventer un nouveau mode organisationnel et militant qui brise, avec la schizophrénie ; à apporter des réponses claires

droits de l'homme, du pluralisme, de la démocratie...

De ce fait, tout ce qui relève de la domination d'un parti, d'une idéologie, du rôle dirigeant d'une avant-garde, de la dictature d'une classe, de la domination du politique sur le social ou la société civile... est de plus en plus massivement rejeté ; tout ce qui relève d'une planification bureaucratique, de l'étatisme et de l'incapacité à faire tourner avec un minimum d'efficacité avec un minimum d'efficacité la machine économique est de plus en plus massivement mal supporté.

Là, au plan de ces valeurs et de ce refus de l'inefficacité résident peut-être les causes de notre réalité présente. Car qu'on ne s'y trompe pas, le spectacle de quelques centaines de militants (pour la France) éparpillés dans une demi-douzaine d'épiceries et au moins autant d'arrière-boutiques de marchands de soupe à la saucette, sans véritable projet sociétaire, sans stratégie, flirtant allègrement avec des valeurs assez peu au clair par rapport au pluralisme, à la démocratie, à la domination d'une classe, d'une idéologie, à l'avant-gardisme..., ne plaide guère en faveur de notre crédibilité et de notre légitimité.

à des questions toutes bêtes du genre : avec qui et comment pouvons-nous faire la révolution, en quoi consiste aujourd'hui une rupture révolutionnaire, comment éviter le chaos et la régression ?... ; à tailler, donc, certaines branches du vieux chêne libertaire pour que de nouvelles pousses puissent naître.

Sur ces bases et sur ces bases seulement, nous avons une petite chance d'accéder à la crédibilité et à la légitimité : une petite chance qui serait peut-être la première de notre histoire, et sans aucun doute la dernière. Car qu'on ne s'y trompe pas, si aujourd'hui, alors que le capitalisme privé est en crise (chômage, paupérisation...), que le réformisme socialiste démontre son impuissance à changer les choses et que le marxisme est en liquidation judiciaire, nous ne parvenons pas à percer, nous ne devons nous en prendre qu'à nous-mêmes.

Pour l'heure, l'idéal libertaire est encore un ange aux semelles de plomb. Reste à savoir qui de l'ange ou du plomb l'emportera ! Et là, camarade, c'est aussi ton affaire !

Jean-Marc RAYNAUD

EDITORIAL

LA classe politique française nous offre décidément tous les motifs à hurler de rire au fond de la classe. Ce pauvre Pasqua, le Fernand du pauvre, qui ne supportait plus qu'on ne parle plus de lui, vient encore nous démontrer, s'il en était vraiment besoin, qu'il est aussi bête que méchant. Parce que pour faire un bon politicien, cela n'est pas trop compliqué. Un reste d'arrivisme, un trait de culot, une rasade de veulerie, quelques mimiques, quelques amis. Pasqua, lui, a tout ça dans ses poches.

Le RPR après tout, on s'en fout royalement. Ce qui est moins drôle, c'est que les gens qui s'en réclament le font au nom d'une légitimité confiée par une démocratie électorale, dont l'expérience nous montre depuis déjà bien longtemps qu'elle est prête à nous croquer tout crus. Que Pasqua soit un traître, soit, qu'il cocufie devant tout le monde son copain Pandraud, c'est leur problème de couple, mais qu'il le fasse pour notre bien, là on n'est plus trop d'accord.

Les arcanes politiques ont toujours été compliquées. C'est sans doute ce qui fait qu'elles existent. Impossible en effet d'imaginer, toujours au nom du peuple, des débats simples que chacun comprenne, des règles communes auxquelles personne ne déroge.

Et puis même si tout était clair. Nous, anarchistes, on serait de toute façon pas d'accord. Tout système représentatif est vicié à la base, les intérêts en jeu, qu'ils soient sous forme d'argent ou sous forme de pouvoir, ont trop souvent aiguillé les Appétits féroces de tous ces loups, ces tigres, ces corbeaux, ces chacals. Alors que la SPA nous excuse, mais trop, c'est trop !

PCF, LCR...

Faillite frauduleuse et liquidation judiciaire

DEJA sévèrement pilonné de l'extérieur par le grand frère « petestroïkiste » et mal mené de l'intérieur par les reconstruc-teurs et autres rénovateurs, le PCF se serait volontiers passé de la révolte du peuple roumain. Non pas que cette révolte comme avant elle celles d'autres peuples d'Europe de l'Est lui ait posé en tant que telle des problèmes de conscience ou de cohérence. La bête a toujours eu l'échine souple et sait retomber sur ses pattes en toutes circonstances. Mais que cette révolte ait mis au grand jour le gangstérisme classique d'un nécrophage sanguinaire, voilà qui éclaire d'un autre jour ses relations « amicales » avec le parti frère roumain et qui laisse planer sur les « vacances » de son secrétaire général sur les bords de la mer Noire l'ombre lourde de la complicité affairiste. Dur, dur, donc pour l'ancien « résistant » de chez Messerschmidt de se voir aujourd'hui accusé d'avoir cautionné l'intolérable et d'en avoir profité. Dur, dur, pour l'un des derniers bastions du stalinisme bestial de trainer derrière soi ce genre de casserole.

Pour l'heure, la direction du PCF, Georges Marchais en tête, tente bien de faire front, mais la pression est chaque jour un peu plus forte et aux contestataires reconstruc-teurs et refondateurs viennent maintenant s'ajouter des pans entiers de l'appareil qui commencent à comprendre que sa sur-

vie passe par l'éviction de l'actuelle équipe dirigeante. « Beefsteak is beefsteak » !

Dans ces conditions, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour annoncer que l'hallali est pour demain et que la curée se profile à l'horizon.

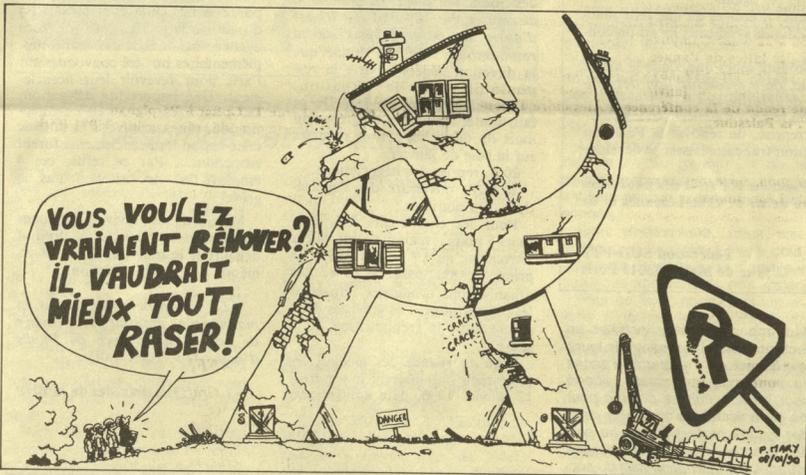
Mais l'arrivée « au pouvoir » de communistes moins bovins et la vente aux enchères du centralisme démocratique et autres « vieilleries » léninistes suffiront-ils à sauver le PCF de la faillite frauduleuse ? Il y a dix ans, sans doute, mais aujourd'hui rien n'est moins sûr. Le rejet et la haine du communisme à l'Est ne font pas la différence entre les « bons » et les « mauvais » communistes.

De cela la LCR, par la voix de son numéro 1, commence à prendre conscience et se pose la question de savoir si la liquidation judiciaire (l'abandon du terme communiste et peut-être des dogmes idéologiques et organisationnels léninistes) n'est pas la seule solution pour éviter d'être emporté par la vague.

On croit rêver. Et on n'est peut-être pas au bout de notre étonnement. Car qui sait jusqu'où seront capables d'aller les uns et les autres quand la pelote de la dévaluation du stalinisme et du léninisme aura fini de se dérouler et aura envoyé ad patres le marxisme lui-même ?

On en frémit !

Maylis O'Brian



Hélas, trois fois hélas, si le pire n'est jamais sûr, le meilleur ne l'est pas davantage.

En Europe de l'Est, les « perestroïkistes » dont le projet politique et social est tout à la fois réformiste et social-démocratisant maîtrisent encore bien la situation et ceux qui les contestent s'inscrivent pour une bonne part dans la perspective du capitalisme à la mode de ce qui existe en Occident. Difficile donc de trouver à l'Est matière à la montée en puissance d'une alternative libertaire.

En Europe de l'Ouest, c'est un peu du pareil au même. Pourquoi en effet profiterions-nous aujourd'hui d'une crise qui, rappelons-le, est patente et massive depuis une bonne vingtaine d'années, alors que jusqu'à présent nous n'en avons pas tiré profit ? Pourquoi le mécontentement social, la désaffection à l'égard de la classe politique, du politique, du syndicalisme traditionnel... qui prospèrent chaque jour un peu plus au royaume du « consensus » socialiste cesseraient-ils soudainement d'alimenter la chaudière de l'extrême droite pour venir nourrir une dynamique de révolution libertaire ? Pourquoi le PCF, la LCR, la



N° 772 JEUDI 18 JANVIER

En bref...

• **PRESSE :**
Le numéro 92 de *Courant alternatif* (mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire) est paru. Au sommaire : un dossier sur la Roumanie et des articles sur l'insurrection au Salvador, l'affaire de Montfermeil, l'école en tant que reproduction sociale, le mouvement étudiant à Bordeaux, les restructurations aux télécoms, les logements réquisitionnés à Champigny, le mouvement antinucléaire, l'Irlande... enfin bref, de quoi se mettre sous la dent ! En vente à la Librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

• **INITIATIVE :**
Huit associations lilloises organisent le « Festival des trois-mondes » de Lille. Dans ce cadre, samedi 3 février, à 19 h, sera projeté un film brésilien : *Quilombo*. Ce film passera au cinéma Le Méliès de Villeneuve-d'Ascq (m^e Triolo). Le prix d'entrée est de 26 F. Vous pourrez y suivre l'histoire d'une des plus célèbres républiques autonomes semi-anarchistes qui a existé au Brésil.

• **ANARCHO-SYNDICALISME :**
La remise des cartes 1990 de la CNT-AIT aura lieu le samedi 27 janvier au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris à 15 h. Une présentation de l'AIT (Association internationale des travailleurs) introduira un débat sur l'anarcho-syndicalisme et la situation politico-sociale en Europe de l'Est. Vous y trouverez aussi une table de presse et un buffet.

• **Article 31**, revue d'information sur l'extrême droite française et internationale, dont nous apprécions la qualité, va faire paraître très prochainement son premier cahier trimestriel thématique. Goutez-le à la Librairie du Monde libertaire.

• **ANARCHO-SYNDICALISME :**
Raphaël Romnée (secrétaire confédéral de la CNT) sera présent au siège de l'UL-CNT de Lille, 1, rue Denis-du-Péage, samedi 20 janvier à partir de 15 h. Il répondra à toutes vos questions concernant le fonctionnement et les objectifs de la CNT, la situation sociale et le contexte international. Raphaël Romnée sera accompagné d'Alexandre Tchoukaïev, délégué du SMOT de Moscou, présent au congrès constitutif de la KAS (confédération des anarcho-syndicalistes russes).

CONVENTION MEDICALE

Le blocage

ALORS que les négociations sur la convention médicale bloquent, les chefs de clinique et les internes des hôpitaux parisiens ont fait grève le 5 janvier (1), puis ont lancé une « grève illimitée des soins » le 10 janvier, qu'ils entendent élargir au plan national les 15 et 16 janvier. Ainsi ils n'assurent plus l'activité médicale hospitalière (consultations, visites, interventions chirurgicales) qu'ils n'estiment pas urgente. Le premier objet de leur mouvement, c'est de réagir contre les conséquences de la loi Besson sur le logement. Cette loi, du 6 janvier 1989, entraîne, selon les grévistes, des difficultés d'installation dans certains arrondissements de Paris (les plus riches !) dans la mesure où elle vise à lutter contre la réduction des locaux d'habitation au profit de locaux professionnels.

Le second est né des négociations sur la convention médicale, qui régit, donc, les rapports entre les médecins libéraux et la Sécurité sociale. Après neuf mois de négociations, marqués par un accord cadre du 7 juillet 89, véritable « coquille vide », et une difficile reprise des négociations en septembre, les 8 et 9 décembre, les

PTT
répression au SUD

POUR avoir soi-disant séquestré le directeur départemental des Postes du Nord, sept militants syndicaux du SUD ont été suspendus et menacés de révocation. Une première depuis 1953 (lire *Le Monde libertaire* n° 770).

C'était sans compter sur la réaction des personnels du centre de tri de Lille-Lezennes et celle de la Fédération SUD. Cette dernière a lancé un appel national de soutien (lire ci-dessous) et obtenu l'aide de la Ligue des droits de l'homme.

Samedi 13 janvier, 500 personnes se rassemblaient à Lille pour un débat public, avec la participation de Gilles Perrault (écrivain) et de Gérard Minet (responsable national de la LDH).

Celle-ci a d'ailleurs confirmé dans son enquête « la provocation de l'administration » envers les militants syndicaux sanctionnés.

Cette administration, qui fait seulement mine de reculer en ne proposant plus que des exclusions temporaires et des déplacements d'office contre les sept agents des PTT, semble très ennuyée de cette médiatisation du conflit.

En effet, des centaines de signatures affluèrent à la Fédération pour soutenir les grévistes. Plusieurs personnalités, artistes, responsables syndicaux, élus ont répondu à l'appel.

Cela apprendra aux technocrates des Postes qu'on ne badine pas avec le droit syndical.

Verdict fin janvier.

A.D.

APPEL NATIONAL DES 7 POSTIERS DE LILLE
SUSPENDUS ET MENACÉS DE REVOCATION
NON AUX SANCTIONS

Sept militants syndicaux (six militants syndicaux du centre de tri et un militant syndical des CCP) sont menacés de révocation par l'administration des PTT.

Le centre de tri était en grève d'une heure par jour depuis cinq semaines, sur des problèmes d'effectifs, de conditions, de travail, etc.

L'administration a pris pour prétexte un incident avec leur directeur départemental pour suspendre ces sept agents et pour ouvrir une enquête disciplinaire. Le directeur régional de la Poste annonçait, dans le même temps, qu'il demanderait la révocation de ces agents.

C'est la première fois depuis des dizaines d'années qu'une telle sanction est demandée aux PTT contre des militants syndicaux lors d'un conflit de travail.

L'administration engage une telle procédure alors que, dans le même temps, elle parle de concertation sociale, de « modernisation des rapports sociaux » dans le cadre du projet de réforme des PTT !

Il serait paradoxal, dans un contexte où le gouvernement parle d'élargir les droits des travailleurs dans l'entreprise, de rénover la Fonction publique, de voir une grande administration française laisser se développer des pratiques d'un autre âge.

Nous exigeons l'annulation de toute sanction et l'arrêt des poursuites disciplinaires contre les agents du centre de tri de Lille-Lezennes et de Lille CCP.

Fédération SUD-PTT
40, rue de Malte, 75011 Paris

syndicats médicaux (MG France et FMF, le CSMF s'étant retiré des négociations depuis plusieurs semaines) refusaient le projet de convention médicale qui leur était soumis par la CNAMTS (2).

Le projet affiche des avancées qui risquent donc de ne jamais être engagées : gel du secteur 2 pour deux ans (secteur à honoraires « libres ») ; obligation, dans les zones où le secteur 2 représente plus de la moitié du corps médical, que ces médecins exercent un quart de leur activité aux tarifs appposables ; développement d'un programme de maîtrise des dépenses de santé, sur des bases médicales ; développement de la formation médicale continue ; développement d'expérimentation de nouvelles formes d'exercices de la médecine et de coordinations des soins ; outre les mesures de revalorisations tarifaires du secteur 1, échelonnées sur 90 et 91, et allègements de charges sociales, pour inciter les médecins à se maintenir dans le secteur 1 (conventionnel, donc à tarif de remboursement de la Sécurité sociale).

Aussi, MG France proposait une convention spécifique aux généralistes et le gouvernement, reprenant à son compte cette idée, fit adopter par le Parlement les dispositions législatives adéquates. A partir de là, le CSMF et la FMF ont fait connaître leur volonté de reprendre les négociations sur la base d'une convention unique. D'où les craintes du syndicat des chefs de clinique-assistants de Paris face au gel du secteur 2 qui

leur imposerait de s'installer en secteur 1. Ainsi formulent-ils leurs revendications : « liberté d'accès au secteur 2, sans quota ; liberté pour les spécialistes comme pour les généralistes de s'installer dans des locaux professionnels au sein des grandes villes ; revalorisation attractive et promotionnelle du secteur 1 ».

En fait, ils découvrent qu'ils n'arrivent plus à faire carrière comme ils le rêvaient, comme papa. Jamais ils n'ont idée de faire grève, auprès des autres salariés de l'hôpital, pour améliorer les soins, les ouvrir à tous et à égalité. Ils ne se préoccupent pas plus des salaires, des conditions de travail, de la formation de leurs collègues non médecins. Juste un geste pour la Roumanie lorsqu'ils demandent à ce que leur retenue de salaire soit versée à des ONG (Médecins du Monde, Médecins sans Frontières et Aide médicale internationale). Il est à parier qu'Evin, ministre de la Santé, sera moins sourd à leurs revendications qu'il ne le fut pour les infirmières et les personnels de Santé. Quant à la Sécurité sociale, ne devrions-nous pas nous mobiliser pour sa défense contre ces requins ? Avant qu'il n'en reste plus rien.

L.N.
(groupe Pierre-Besnard)

(1) Selon le Syndicat des chefs de clinique-assistants des hôpitaux de Paris, grève suivie à 75 %.

(2) Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ; MG France ne regroupe que des médecins généralistes.

GREVE A LA BNP

Négociations :
des miettes !...

DEPUIS le 12 décembre 1989, date à laquelle la grève débuta, la mobilisation des grévistes s'est accrue avec une détermination toujours aussi grande. Le jeudi 11 janvier 1990 marquera d'une pierre « noire » les annales historiques de la BNP. En effet, ce jour-là, plus de 5 000 grévistes, la province comprise, ont manifesté devant le siège social du boulevard des Italiens à Paris. Le nombre de grévistes sur la France était de 26 000 (chiffre de la direction générale), ce qui fait sur 48 000 salariés de la BNP un pourcentage de plus de 50%. Du jamais vu à la BNP. La porte des négociations fut enfoncée. Les cinq organisations syndicales ont été reçues et seule la CGT avait inclus un membre du comité de grève élu en assemblée générale.

Les négociations débutèrent à 15 h 20. D'entrée, Lapomme, directeur du personnel, déclare : « nous sommes là pour négocier et pour trouver une solution, et s'il le faut 24 heures sur 24 et nuits et jours ».

Après une heure et demie de négociations, voici quelles ont été les propositions de la direction : 5 points pour les coefficients 345 et une prime de 8%. Pour le paiement des jours de grève, Lapomme a déclaré qu'à la BNP « Il est d'usage de payer le prix de sa responsabilité ». Etant donné que la direction générale porte la responsabilité de la situation, qu'attend-elle pour payer ? De ce fait, toutes les heures de grèves du mois de décembre seront retenues sur la paie de janvier.

20 h, reprise des négociations.
20 h 20, ouverture des négociations. Du nouveau !

Pour les coefficients 345, toujours 5 points, mais avec une valeur rétroactive au 1^{er} janvier 1989. La prime de 8% passe à 10%. Les organisations syndicales refusèrent les propositions. Les grévistes décidèrent alors la reconduction de la grève.

Face au silence des médias, les personnels organisèrent le vendredi 12 janvier 1990, date anniversaire

de la grève, une manifestation au salon du recrutement des banques et des assurances.

La banderole « tache d'huile » déroulée, l'image de marque de la BNP fut quelque peu égratignée. TFI était présente sur les lieux, mais, comme à l'accoutumée depuis le début de la grève, elle restera muette sur cette action lors du journal télévisé.

Quant à la direction, elle n'hésite pas à remettre en cause le droit de grève.

Par l'emploi d'intérimaires, de sociétés de sous-traitance, elle revêt le masque anticonstitutionnel. Elle tente de briser la grève. Elle s'est également permise de faire assigner 18 grévistes sur Paris et 14 autres sur Lyon à comparaître devant le tribunal de grande instance pour le motif suivant : atteinte à la liberté du travail.

Nous n'avons nullement porté atteinte à ladite liberté, notre devise étant « libre circulation des hommes et des idées, mais non des fonds ni du papier bancaire ».

Autre fait de grande importance également. Refuser d'accomplir des heures supplémentaires entraînerait pour la direction un licenciement.

Malheureusement, ceci est pure vérité. Quatre employés (es) d'une société de sous-traitance ayant refusé de faire des heures supplémentaires ont été convoqués sur Paris pour recevoir leur licenciement. Une importante délégation, 150 personnes, descendit en direction de ladite société et à la suite de cette action les licenciements furent suspendus... Par ce refus, ces 4 employés (es) ne brisèrent pas la grève.

Mais tous les grévistes unis dans l'action feront respecter ce droit et détruiront le mur du silence et du mépris bâti par la direction.

« Le capital mourrait si tous les matins on ne graissait pas le rouage de ses machines avec de l'huile d'hommes ». Jules Vallès.

Les grévistes de la BNP

CNT

Communiqué de presse

Au mois de juillet dernier, Ross Galbraith et Gary Sherrif, deux employés de la firme Gramby plastics à Leicester (Grande-Bretagne) refusaient d'effectuer une commande destinée à l'Afrique du Sud. Informé de leur refus de travailler pour l'apartheid, leur employeur les licenciait deux jours plus tard.

Pour soutenir Ross et Gary face à la répression, plusieurs organisations, dont la section britannique de l'AIT Direct Action Movement (DAM), ont entamé une campagne de protestation et de soutien financier. Vous pouvez contribuer à cette campagne de soutien en envoyant lettres de soutien et solidarité financière à :

South Africa Solidarity Committee
c/o Leicester and District Trade Union Council
138, Charles Street
Leicester LE1 1LB
Grande-Bretagne.

Le comité de soutien propose à chaque individu d'employer 2 livres par exemple, 5 à 25 livres pour les organisations. Nous pensons qu'il est important que l'action exemplaire de Ross et Gary soit connue du plus grand nombre, y compris et surtout sur le lieu de travail. Enfin, nous vous serions reconnaissants d'informer de vos démarches le secrétaire aux relations internationales, soit de la CNT, soit du DAM directement :

DAM (International secretary)
PO Box 122
Doncaster DN4 7AT
Grande-Bretagne.

Confédération nationale du Travail
(Secrétariat aux Relations internationales)

N° 772 JEUDI 18 JANVIER

Montfermeil

LE mauvais feuilleton continue... Pierre Bernard, maire de la ville, a décidé, après avis de son conseil municipal, de suspendre toutes fournitures et assistances, cantines, entretien des locaux... aux deux écoles maternelles du quartier des Bosquets à Montfermeil qui accueillent, contre son avis, des enfants d'origine étrangère. Fier de sa bêtise et de sa haine contre tout ce qui n'est pas blanc et bon chic bon genre, Bernard persiste.

Après une parodie de débat avec les conseillers municipaux de sa très chère commune et malgré la décision du tribunal administratif de Paris, il a décidé de passer aux actes. Il y a trop d'immigrés. Cela, a-t-il affirmé, est préjudiciable « à une scolarité profitable et plus tard à l'emploi ». Il faut donc prendre des mesures que, jusqu'alors, il avait repoussées. Bienveillant, il n'a pas décidé de couper le chauffage !

Le Collectif Ecole Immigration, qui mène depuis 5 ans la bataille pour l'intégration de tous les enfants à la maternelle, a une nouvelle fois dénoncé et condamné cette attitude raciste. Soutenu par les syndicats enseignants et les organisations antiracistes, un rassemblement était prévu lundi 15 janvier et mardi 16 devant la mairie, ainsi qu'une manifestation au ministère le lendemain.

De son côté, le préfet de Seine-Saint-Denis s'est engagé à se substituer au maire pour assurer le bon fonctionnement des deux écoles visées.

Cette campagne anti-immigrés, menée à grand renfort de publicité, permet ainsi à M. Bernard et à ses amis politiques de profiter une nouvelle fois de l'occasion pour faire fonctionner le principe du bouc-émissaire. Cela lui évite de s'interroger sur sa politique en matière de logement et sur ses actions pour réduire les inégalités sociales.

Il n'est pas de droite pour rien.

A.D.



Pour 1990, rendez-nous Reiser, Desproges et les autres...

FIN d'année 89, et des médias aux bistrotiers s'élevèrent des salutations distinguées aux libertés naissantes et aux despotismes vacillants !

De l'Allemagne à la Roumanie et de la Pologne à Panama, où les Américains en grands seigneurs déboulonnent celui qu'ils avaient mis en place quelques années auparavant... Les murs de la honte tombent... Est-ce à dire que s'étant déliés du stalinisme, ces peuples vont trouver la voie du socialisme libéral ?

Rien n'est moins sûr ! Gorbatchev préfère pactiser avec les représentants du capitalisme, de Tonton à l'Oncle Sam...

Pourtant, discrètement à l'oreille de cette clameur tant et tant relayée, une « République socialiste » fait sécession, et un instant on se met à espérer le morcellement des « blocs », se restructurant en Fédération.

C'est en cela que les LLN peuvent participer aussi à la projection libertaire. Mais vibrer avec les Roumains, espérer avec les Polonais, piocher avec les Allemands, ne doit pas faire oublier que d'autres murs de la honte ne sont même pas entamés...

A Jérusalem, il en est un apparemment inébranlable et chaque jour des Palestiniens tombent dans l'indifférence à peu près totale.

Est-ce à dire que les enfants palestiniens sont moins innocents que d'autres ? Je pose la question, madame Sinclair... Vous qui n'avez eu de cesse de demander à monsieur Ibrahim Sous de justifier les démarches et les combats de l'OLP.

Peu ou pas de réactions après ce *Sept sur Sept* édifiant et combien révélateur.

En Australie, où le génocide aborigène ne soulève apparemment aucune indignation.

Un peu partout dans le monde où les peuples sont exterminés « en douce », parce que les médias ne les

ont pas sélectionnés et que se procurent les rapports d'Amnesty International, référence bien réduite, c'est déjà un acte militant.

Et dans ce grouillement de révolutions plus que jamais hégéliennes, en ces périodes de début d'année où les « bourses plates » ne permettent pas ou peu, ou en s'endettant, d'accéder à ces superbes vitrines, qui paraît-il, font tant rêver les Berlinoises de l'Est, c'est l'espoir et la solidarité que l'on vend maintenant et qui trouvent acheteur.

Restos du cœur... Téléthon... SOS Roumanie... Que de virginités retrouvées en ce jour de Noël, parmi les personnes venues déposer leurs « dons » pour la Roumanie, les mêmes qui demain n'hésiteront pas en rentrant dans leur résidence bien feutrée, à faire intervenir les flics pour dégager un clochard qui avait trouvé refuge dans leur couloir ou leur ascenseur. La fraternité, la solidarité, oui, mais seulement si elle est vectorisée par le monde politique et le monde des affaires, relayée par leur outil préférentiel : la télévision.

Je tiens à souligner ici la participation de l'Armée française au Téléthon. Total des biens civils : 300 millions.

Deux mirages s'abîment au-dessus de Solenzara (Corse : un autre pays en lutte de libération nationale) : 47 milliards à l'eau. Merci l'Armée française !

Et c'est en vain que nous attendons quelques discordances dans ce discours aseptisé, mais rien ne vient.

Pourquoi faut-il que les voix enragées qui nous restauraient un peu se soient tuées ; alors en ces périodes de Noël, de début 90, si Dieu existe, qu'il le prouve ! Qu'il nous rende Reiser et Pierre Desproges et tous ces absents, plus nombreux chaque jour et qui nous font les Noël si tristes...

Pia Pieri

Libération immédiate pour Casabonne

A PRES le jugement du tribunal suprême espagnol confirmant la peine de six ans et un jour de prison pour Jean-Philippe, nous voulons le renforcement de l'action pour sa libération immédiate et sans condition.

L'Association des amis de Jean-Philippe Casabonne de Pau a décidé d'organiser une « marche-caravane » depuis Pau jusqu'à Paris, du 24 janvier au 4 février 1990.

Cette initiative a deux objectifs : — informer et mobiliser l'opinion publique sur le cas de notre ami. Cela suppose une forte médiatisation ;

— faire pression sur le gouvernement français pour qu'il intervienne auprès du gouvernement espagnol. L'argument qui nous a été donné dans toutes nos démarches envers les deux gouvernements, selon lequel il fallait laisser la justice suivre son cours, est désormais caduc. C'est désormais aux gouvernements de prendre leurs responsabilités : le gouvernement français doit intervenir.

Dans chaque ville-étape, nous voulons médiatiser « l'affaire ». Pour cela, l'association proposera à chacune de ces étapes : — un spectacle de marionnettes retraçant la « galère » de Jean-Philippe ; — une manifestation, conférence de presse, concert (avec soutien d'artistes), débats publics.

Aussi nous demandons la mise en place de collectifs les plus larges possibles. De nombreuses personnalités, ont déjà signé l'an dernier divers appels.

L'Association des amis assurera le noyau permanent de la marche-caravane, et souhaite que s'y associent le maximum de personnes.

Bien évidemment, nous voudrions que l'arrivée à Paris coïncide avec des initiatives d'ampleur que nous appelons de nos vœux. Pour ce faire, nous nous adressons à toutes les organisations nationales pour qu'ensemble se réalisent de telles initiatives.

Nous avançons le mot d'ordre proposé par Maître Blanco, avocat de Jean-Philippe : « Liberté immédiate et sans condition pour Jean-Philippe Casabonne ».

Ses conditions de détention sont extrêmement dures, particulièrement depuis six mois. Les nouvelles que nous avons par l'intermédiaire de sa famille (elle seule est autorisée à le voir) sont alarmantes, et justifient une action médiatique d'ampleur nationale pour allumer les projecteurs sur son cas, et le faire sortir au plus vite.

Il y va de sa santé physique, morale et psychologique.

Association des amis de Jean-Philippe Casabonne
(3, rue de l'Édit de Nantes, 64000 Pau)

* Entre autres étapes, le vendredi 2 à Lille, avec rassemblement, manifestation et débat ; les samedi et dimanche 4 février à Paris.

ERRATUM Dans le *Monde libertaire* n° 771, il fallait lire en page 8 : « Objection de conscience : l'exemple espagnol », non pas traduit du n° 29 de *La Lletxa A* de Barcelone, mais bien condensé d'un article paru dans la revue *Resiste* n° 8, apartado 1673, Gasteiz (Espagne).



NUCLEAIRE

Les reculs nécessaires

LE succès des manifs d'opposition à l'ouverture de centres de stockage des déchets nucléaires (aussi bien à Segré et Neuvy-Bouin (voir « Monde libertaire » du 4 janvier 90 que dans l'Ain), vient confirmer la renaissance d'un mouvement anti-nucléaire avisé.

A la suite d'années ternes

Ce mouvement avait piétiné après s'être focalisé sur des questions techniques, alors que le danger du tout-nucléaire était avant tout d'ordre politico-économique : — sa rentabilité économique n'a jamais été vraiment démontrée, bien au contraire ;

— par ailleurs, l'énergie nucléaire induit des schémas économiques centralistes, et du coup, l'Etat a plus de facilités à maintenir son rôle répressif (les velléités de gestion directe du nucléaire se heurtaient de prime abord à la difficulté de maîtriser collectivement des outils qu'on ne peut gérer qu'à l'échelle de quelques millions de personnes).

Une année 89 riche en éléments (radio-actifs)

L'année 89 aura vu de nombreuses occasions de mettre à mal le mythe électro-nucléaire, cette folie douce qui pourtant continue d'être partagée avec la Chine et d'autres dictatures pour qui ce modèle a valeur d'exemple.

En septembre, EDF annonce la retraite anticipée de Chinon A3, une centrale remise en service en 1987, après trois ans de repos forcé, et qui devait fonctionner jusqu'en 1994. L'outil, complètement pourri, sera finalement basardé cette année, ce qui fait que le coût du kilowatt/heure sorti de Chinon A3 sera donc plus cher que celui annoncé (investissement de 27 milliards de francs) équivaut à la construction de 4 réacteurs nucléaires classiques, or dans ces réacteurs, l'électricité produite ne coûte même pas la moitié de celle qui est distribuée par Superphénix ; le président de la NERSA (où EDF est majoritaire) avouait au quotidien *Ouest-France*, le 29 novembre 89 : « l'investissement est fait. Mon travail est de le faire fonctionner au meilleur prix ».

Et ça ne va guère mieux du côté des centrales classiques : le 5 décembre, un coup de froid a dû forcer EDF à remettre en route des centrales à charbon et à fuel, qui soi-disant ne servaient plus à rien (1), pour compenser la faiblesse du réseau : quatre réacteurs nucléaires en panne et cinq

en rechargement (une quarantaine en fonctionnement).

A l'occasion, EDF reconnaissait que les exportations d'électricité étaient en baisse (alors que le programme nucléaire ne se justifiait que par une production maximale, doublée de fortes exportations, ce qui revenait à devoir diminuer du mieux possible les autres sources d'énergie (1), que l'année 89 allait se solder par 2,5 milliards de pertes, malgré la vente d'un immeuble pour 1,1 milliard. Moins 3,6 milliards de pertes réelles, donc, qui se rajoutent au boulet des 230 milliards de dettes que traîne EDF (grâce à son foutu programme nucléaire, fait d'investissements très importants).

EDF est tombée si bas qu'elle a dû revendre au Conservatoire du Littoral le site de Plogoff, où une construction était toujours envisagée (EDF racontait encore récemment que la Bretagne avait absolument besoin d'une centrale nucléaire, ce avec quoi étaient d'accord tous les élus régionaux (très représentatifs donc des populations locales concernées !)

Et l'uranium qu'on devait extraire de Berné dans le Morbihan, où des gisements d'une teneur exceptionnelle ont été recensés, ne viendra pas lui non plus au secours de l'EDF : dans le cadre d'une campagne judicieuse de la minorité anti-nucléaire de la région, l'accent a été mis sur les aspects néfastes d'un éventuel label « Uranium » pour le tourisme et les produits agro-alimentaires de la Bretagne centrale ; la majorité ordinairement silencieuse s'est ralliée aux « écologistes de terrain » (à côté desquels « les Verts » font pâle figure de politiciens inconsistants). Et c'est ainsi que même les politiciens qui font toujours autant preuve de courage que d'honnêteté intellectuelle, se sont tardivement, mais unanimement rangés du côté des opposants à l'extraction d'uranium. La COGEMA, filiale de l'Etat, a fini par se dire qu'elle irait jouer plus loin...

Plus loin : en Vendée ou dans le Limousin par exemple, ou encore dans l'Hérault, où peut-être, d'autres antinucléaires reconfortés par la faille morale du programme tout-nucléaire, viendront s'opposer de manière efficace à ces clowns tristes de l'EDF et de la COGEMA.

Meilleurs vœux de réussite à ces compagnes et compagnons antinucléaires.

M. Lenaye

(1) En mettant en retraite anticipée ses centrales à charbon, EDF avait voulu masquer le moindre coût du KWh produit dans ces centrales qui durèrent nettement plus longtemps que les centrales nucléaires, et qui par ailleurs étaient d'un emploi facile.

N° 772 JEUDI 18 JANVIER

ROUMANIE

Histoire d'un pays et analyse des récents événements

Samedi dernier, à la une des quotidiens, c'était : « Roumanie : le PC hors la loi ». La « révolution » qui a été soigneusement orchestrée se retournerait-elle contre les nouveaux apprentis-sorciers ? Face à plusieurs milliers de manifestants criant « A bas les communistes », les principaux dirigeants du Front de salut national répondaient en début de journée et cédaient en fin de journée.

S'il faut en croire les médias, par décret ont été annoncées trois choses : — la mise hors la loi du Parti communiste, — un référendum sur le rétablissement de la peine de mort ; — et la création d'une commission pour examiner les revendications populaires.

Où va la Roumanie ? Ce que l'on cherchait à éclaircir une semaine après le coup d'Etat aux « Chroniques syndicales » de Radio-Libertaire. L'interview qui en résulte avec Claude Karmouh, chercheur au CNRS, est reproduite dans les pages suivantes. Cela donne un cadre pour digérer ce que nous envoient les médias ! En attendant d'y voir plus clair et de voir si les éternels dindons de la farce ne seront pas encore les travailleurs.

T.P.

— R.L. : Peux-tu nous exposer en quelques mots la situation économique et sociale de la Roumanie avant les événements ? les conditions de travail et l'exploitation en monde agricole et industriel ?

— C. : Une période de 40 ans de socialisme vient de s'achever pendant laquelle elle s'est appelée République populaire ou République socialiste roumaine. Le modèle est l'application presque parfaite (il y a toujours des aléas liés à des conjonctures et à des strates historiques propres) du modèle soviétique des années 1930-40, c'est-à-dire du modèle stalinien qu'a parfaitement décrit un chercheur américain d'origine lithuanienne, Moshé Levin.

Le régime démarre en janvier 1949 par l'abolition de la royauté par référendum et une réforme agraire dans les campagnes qui redistribue la propriété des grands propriétaires ; celle-ci était relativement importante, mais avait déjà été entamée par une grande réforme, en 1923, qui avait brisé la propriété latifundiaire.

On redistribue la terre par petits lopins ; on nationalise de grandes propriétés spécialisées, notamment vinicoles dans le sud de la Roumanie et céréalières déjà mécanisées en l'Etat technique de 47-48.

Simultanément, on nationalise la grande industrie. Mais une mise en garde est nécessaire : la situation de la Roumanie n'est comparable à aucun pays d'Europe occidentale, car la Roumanie, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, est un pays ruiné par l'effort de guerre réalisé auprès des Allemands puis des Russes ; elle a perdu 250 000 hommes ; c'est beaucoup pour un pays de 13 millions d'habitants.

D'autre part, c'est un pays que l'on qualifierait — avec les mots d'aujourd'hui — de Tiers-Monde ou de Tiers-Monde relativement arriéré. Cela n'empêche pas du tout qu'il y ait une classe intellectuelle d'un très haut niveau, ce que nous rencontrons aussi dans les pays du Tiers-Monde aujourd'hui.

En 47-48, la population paysanne représentait 70 à 75% de l'ensemble de la population ; elle était en grande partie analphabète au sens où nous l'entendons dans les sociétés développées ; ce qui ne veut pas dire que ses traditions populaires ne fussent pas remarquablement développées, très raffinées. Mais c'est un autre monde, un monde très archaïque.

C'est dans ce monde-là que le PC roumain s'implante. Au début, très minoritaire dans le pays, il va être aidé d'une part par les Russes et d'autre part par la minorité

hongroise de Transylvanie (on reviendra plus tard sur cette question des minorités, en particulier les classes moyennes).

Le PC propose donc la réforme agraire et la nationalisation des industries, dans un premier temps, la propriété artisanale étant laissée sous une forme semi-indépendante gérée par des coopératives.

— H. : Ce qui signifie qu'il n'y a pas, à la Libération, une classe ouvrière très importante en Roumanie ?

— C. : Là aussi, on risque d'en choquer certains : la seule classe ouvrière que la Roumanie ait eu se divisait en deux parties : une tradition déjà ancienne d'ouvriers du pétrole, très spécialisés et très compétents représentant une véritable élite ouvrière, politiquement très droite, très proche de mouvements politiques « para-fascistes », pour parler vite. Mais le fascisme roumain n'est pas le nazisme : il y a quelque chose de très particulier dans son histoire politique et culturelle.

Une autre classe ouvrière peut être déterminée : ce sont les ouvriers d'une grande région, la vallée du Jiu à Pétiocan où il y a eu des grèves en 1977. Dès l'époque austro-hongroise, il y a une tradition de mineurs. Dans cette vallée, il y a un début de tradition véritablement ouvrière avec, toutefois, une petite réserve : une partie non négligeable (environ la moitié) d'entre eux était des gens qui venaient des campagnes les plus pauvres et qui essayaient d'accumuler un pécule ; ils retournaient ensuite chez eux pour acheter un lopin de terre et continuer leur vie paysanne.

— H. : Peux-tu mieux nous faire comprendre l'implantation du PC en Roumanie et sa prise de pouvoir ?

— C. : L'histoire du PC roumain est un peu l'histoire de tous les PC dans les Balkans avec peut-être chez les Roumains un statut minoritaire qui n'a aucun équivalent ailleurs. C'est un parti très fidèle au Komintern. Dès 1925, il est contraint à l'illégalité ; il ne faut pas oublier que c'est un pays formé en 1919 de deux pays : une partie de la Hongrie et les principautés unies du royaume de Roumanie ; cela met en contact deux expériences historiques différentes. L'élite roumaine a été forgée à la culture politique de l'Autriche-Hongrie finissante qui était en fait une culture politique libérale au sens du XIX^e siècle.

Cela créait dans ce pays ayant doublé sa superficie un problème

qui n'est toujours pas résolu — et qu'aucun type de régime n'a résolu — c'est celui des minorités nationales. Subitement, en un an, de 1919 à 1920, des populations rurales et urbaines, intellectuelles, qui auparavant étaient la majorité politico-culturelle — les Hongrois —, étaient tout d'un coup devenues une minorité nationale dans un royaume dont la langue nationale était autre, dont les desseins étaient différents. Il y a là un traumatisme très profond.

Malheureusement les historiens l'ont peu analysé en termes politiques.

C'est dans ce contexte que le PC va essayer de prendre son essor : il va recruter l'essentiel de ses militants dans une intelligentsia d'origine juive, souvent juive-hongroise. Cela mettait ces militants dans une double situation « minoritaire ». Comme vous le savez, le problème juif avait été extrêmement dur à régler en Roumanie : en 1921, il avait fallu que les Alliés pèsent de tout leur poids pour que les Roumains reconnaissent automatiquement aux Juifs vivant sur leur territoire la nationalité roumaine.

Ce contexte durera jusqu'en 1944, c'est-à-dire jusqu'au coup d'Etat des 23 et 24 août 1944, fait par les partis bourgeois et par le parti royal ; ils ont arrêté le Conducteur de l'époque, le maréchal Antonescu ; pour un an et demi ils ont retourné les armées roumaines contre les Allemands.

A partir de ce moment-là, le PC roumain va se déployer, largement aidé par les Russes et par de nombreux Juifs roumains venus de Bessarabie, déjà sous contrôle russe dès 1940 et par un recrutement très important dans la classe moyenne hongroise, parmi laquelle il y a une proportion non négligeable de Juifs hongrois.

Le problème juif entre les classes moyennes hongroises et celles, aussi magyarisées de Transylvanie, n'était pas capital. Pourquoi les classes moyennes jouaient-elles le jeu du parti communiste ? Pour donner des gages aux Soviétiques pour obtenir la révision des traités et donc récupérer une partie de la Transylvanie.

Ce pouvoir s'installe : à travers les organes de Sécurité, les comités de collectivisation, par la pénétration des institutions culturelles et de l'ancienne police (n'oublions pas qu'elle était extrêmement redoutable, elle s'appelait la Securanza), avec l'aide officielle de la diplomatie soviétique et dans le cadre des accords de Yalta, il va prendre le pouvoir (les Alliés n'ont rien, de fait).

Y a-t-il eu aide des masses ? Sans être manichéen ni simpliste, on peut dire qu'il y a eu de très grandes manifestations de masse dans les quelques grandes villes roumaines : à Bucarest, à Cluj, à Timisoara, Iasi ; mais on peut penser que les gouvernements bourgeois qui se sont succédé de 1944 à 1948, grignotés par les juifs politiques des communistes, ont « failli » : le pays, sorti épuisé de la guerre, ne trouvait pas un second souffle, en particulier pour donner à manger aux gens. Il y avait de grandes disettes, surtout dans l'Est et dans le Nord. Il ne trouvait aucun crédit pour relancer immédiatement l'industrie, le plan Marshall n'était pas lancé et la Russie était exsangue.

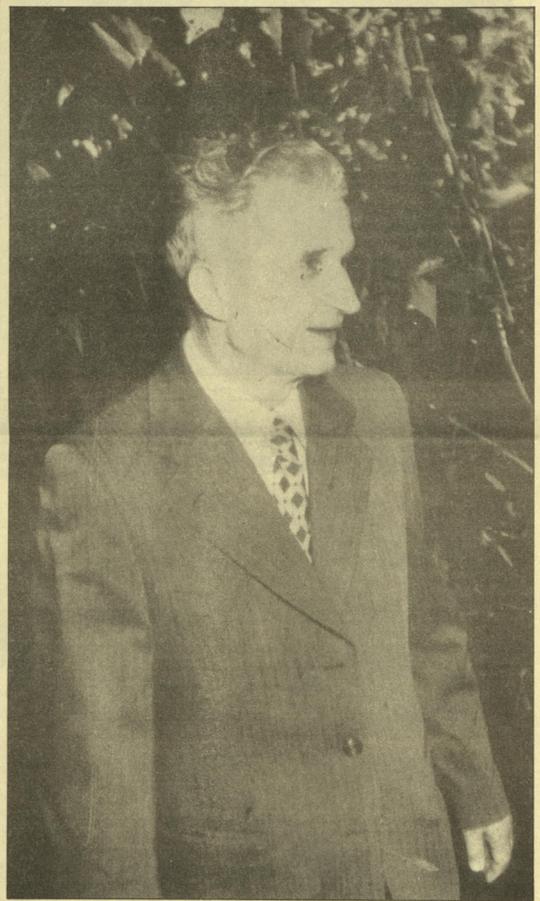
La Roumanie était donc un petit pays, un pays pauvre et n'arrivait pas à se sortir de cette situation d'immédiat après-guerre qui peut être pensée comme une crise.

— H. : Que se passe-t-il pendant ces 40 ans de gestion communiste ?

— C. : C'est donc l'application du programme du Parti communiste des années 30-40, c'est-à-dire après la réforme agraire, la collectivisation des terres et l'industrialisation massive, mais retardée par le manque de crédits. Le gouvernement, dirigé par Gurgudjev, fin 48-début 49, pratique une politique d'élimination systématique des anciens leaders des partis bourgeois et des anciennes classes dirigeantes intellectuelles

alors dans un processus de nationalisation du parti. Cela permet à Gurgudjev de ne pas répondre, en 1958, aux injonctions de Khrouchev qui voulait faire de la Roumanie le grenier à blé du COMECON et d'exiger de Khrouchev le départ des troupes soviétiques qui sont donc parties en 1958, cet élément étant important pour comprendre le déroulement des événements récents.

C'est à la mort de Gurgudjev que Nicolae Ceaucescu est élu secrétaire général du parti. C'est un « grand » apparatchik ayant fait ses classes en Union soviétique ;



Nicolae Ceaucescu.

et commerçantes (ce qu'on appelle les édits en analyse sociologique). Il y aura un problème supplémentaire en 1956 : le soulèvement hongrois va avoir une influence capitale sur l'histoire du PC roumain. Les communistes ont été très peur que ces événements retentissent parmi la communauté hongroise de Transylvanie, soit environ deux millions de personnes, plus nombreuse encore qu'aujourd'hui. A ce moment-là, le Parti avait commencé à « roumaniser » ses cadres supérieurs. Après l'affaire hongroise et les manières assez brutales pour calmer les Hongrois de Transylvanie qui avaient commencé à bouger, le Parti va enclencher une politique radicale et systématique pour évincer la plupart de ceux qui ne sont pas roumains : ceux d'origine juive, qu'ils soient bessarabiens ou moldaviens ou de Valachie ; les Juifs hongrois de Transylvanie et les Hongrois aussi. On rentre

il a le grade de général dans l'armée. Il n'était pas analphabète, comme on l'a dit. Il est donc élu et son élection est présentée comme un compromis entre ce qu'il reste de la vieille garde et un groupe de technocrates qui est en train de monter et de prendre des responsabilités ; un des exemples étant le président du Comité national de salut public, Ilesun, qui appartenait à ces jeunes militants brillants qui représentaient l'avenir d'un communisme réformé, des techniciens de l'économie, de l'industrie. Voilà donc brièvement l'arrivée de Nicolae Ceaucescu au pouvoir.

Entre 1962 et 1971, le parti est en harmonie avec le peuple : les prisons se sont ouvertes ; les survivants des anciennes élites intellectuelles (pas politiques) sont — on peut dire — réhabilités ; ils

(suite page 7)

ROUMANIE

Histoire d'un pays et analyse des récents événements

retrouvent des postes, des possibilités de publier. C'est la grande unité sociale retrouvée après les grandes purges, pour engager la nation vers un avenir de la réconciliation et du développement.

Il y a sans doute au mésinterprétation de la part des intellectuels venus des anciennes élites comme de la jeune classe intellectuelle : ils ont cru dans cette alliance trouver une position relativement autonome par rapport aux exigences strictement politiques du parti. Or en juin 1971, le président Ceaucescu a fait un discours extrêmement net : propositions pour les directions du travail politico-culturel parmi les masses. On dit qu'il l'a fait après un voyage en Chine. Il y a sans doute une corrélation. Cela vient surtout de la fraction du parti qu'il représente. Il fait savoir aux intellectuels qu'ils peuvent faire et dire un certain nombre de choses, mais que les bénéfices n'appartiennent qu'au parti, et surtout ils ne pourront pas se constituer comme un groupe social autonome avec ses propres intérêts, et qui dit intérêts dit une certaine marge de liberté, quel que soit le contenu de cette liberté.

Entre 1971 et 1977, date de la première grève des mineurs de Jiu, on peut dire que si le gouvernement Ceaucescu perd peu à peu sa crédibilité parmi les élites, c'est-à-dire l'intelligentsia littéraire et des sciences humaines, le régime a encore véritablement sa popularité, à la fois parmi de larges fractions de la classe ouvrière mais surtout parmi un groupe social dont on mesure peu l'importance : c'est le formidable appel pour former ce qu'on nomme les cadres moyens, nécessaires à la gestion générale du pays ; il y a un développement fantastique des administrations, de la sécurité comme armée représentant une promotion sociale et étant considérée comme la meilleure armée (pas la police politique, mais le côté militaire). Il y a également développement de l'armée, même si on dit aussi qu'elle est mal armée ; il y a développement de la culture, avec des cadres intermédiaires, entre l'appareil culturel au sommet du parti et la base des populations. Il y a développement énorme des festivals de folklore, de la culture populaire reprise par des organes qui retravaillent les textes, qui montent des pièces, des concerts, etc.

Cette classe moyenne doit tout au régime ; elle ne peut rien faire à l'étranger car elle manque d'une autre culture ; elle n'est pas polyglotte. Elle donne donc crédit au régime qui a sorti les gens des masures au sol en terre battue pour les faire habiter en HLM qui n'étaient pas très belles mais qui donnaient l'apparence et aussi la réalité d'une certaine modernité. Ce régime permettait à certains d'acheter des voitures, des tourne-disques, enfin de rentrer dans les « meubles » de la classe moyenne et de la petite-bourgeoise.

Ce sont donc ce groupe social et une partie de la classe ouvrière qui traduisaient la réelle popularité du chef de l'Etat et du parti.

Ce qui va tout renverser est dû à une double radicalisation, celle due à la crise économique internationale depuis le choc pétrolier (la Roumanie, pour la première fois de son histoire, est obligée d'acheter du pétrole à l'étranger, les Russes ayant épuisé le sous-sol roumain par des compagnies conjointes du type SOVRON dans les années de communisme de

fer). Cela a fait perdre beaucoup de crédit international à la Roumanie.

D'autre part, au début des années 70, quand la Roumanie était un enjeu et un intermédiaire entre les grandes puissances pour permettre de négocier des crises extrêmement compliquées, les banquiers occidentaux avaient déversé une quantité très importante d'argent sur la Roumanie

Je peux dire aux auditeurs ce qui m'a mis la puce à l'oreille qu'on était face à autre chose, étant donné que moi je n'étais pas sur place : lorsqu'on nous a montré les toutes premières images des combats dans Bucarest en nous annonçant l'intervention d'une Sécurité mieux armée, incomparablement mieux armée que l'armée, je me suis dit que les quelques tireurs embusqués dans

poète dissident Dinescu qui, au moment où le chef de l'Etat part, se trouve immédiatement sur les plateaux de télévision pour annoncer que le chef de l'Etat était parti. Quand on sait comment sont gardés les dissidents, avec 30 ou 40 policiers devant leur maison, ne pouvant donc pas bouger... Toute personne douée de bon sens a dû se dire : tiens, étrange, on a dû le sortir pour ça, sans que les policiers tirent, il y a donc eu connivence... Et puis est arrivé Vasiliu, l'ambassadeur de l'ONU, qui avait déjà fait au mois d'août des déclarations sur la situation des droits de l'homme en Roumanie et avait été rappelé immédiatement par son gouvernement pour « déclarations intempestives ». On voit arriver Manescu, en résidence surveillée depuis huit mois, homme du sérail aussi, ancien ministre des Affaires étrangères.

Bref, nombre de personnages qui sont des gens du parti communiste mis sur la touche à des époques diverses — certains très récemment —, et qui, à des degrés divers, détiennent tous les leviers du pouvoir. Ils ont l'armée, une grande majorité de la Sécurité avec eux...

Vous allez me dire : les exactions ! Il est sûr qu'un certain nombre de tout petits groupes restés fidèles à la personne du chef de l'Etat, de son fils, ont pu appliquer

de manière autonome, comme des plans devaient le prévoir, la politique de la terreur. D'autres ne devaient pas être au courant ; un coup d'Etat nécessite un peu de secret, on n'avertit pas tout le monde, sinon ça rate. Ils ont dû tirer à gauche et à droite, et on a dû leur faire comprendre que ce n'était pas ça qu'il fallait faire !

Enfin, ce qui me semble confirmer la thèse d'un coup d'Etat dans lequel les Russes et les pays d'Europe de l'Est ne sont pas absents, c'est que les dépêches les plus importantes, qui ont par ailleurs aidé à soulever la population, à la mettre en état de révolte, viennent d'agences étrangères. Deux ont joué un rôle capital : le MIT hongrois et l'agence Tanjoug yougoslave. C'est par les Hongrois que l'on apprend le nombre des victimes, en une nuit, de Timisoara.

Je vais choquer des auditeurs, mais je n'ai pas cru au fait que la Sécurité, sur une manifestation de 40 000 personnes, en ait tué 5 000 en une nuit. C'est impossible, il y a toujours des blessés, les gens se dispersent...

— S. : Ce que tu dis a été confirmé récemment par le ministre de la Santé qui a revu en baisse tous les chiffres des victimes.

(suite page 8)



Bucarest, 23 décembre 89. « Victoire » des insurgés.

sans contrôler l'usage qui en était fait.

A partir de 77-79, les banquiers commencent à exiger les intérêts et le coût du pétrole commence à grever le budget roumain.

Le choix des directions économiques va créer les conditions du coup d'Etat qui vient d'avoir lieu.

(... Interruption de la cassette ! Propos sur des messages sur Radio Free Europe, et un article dans un journal soviétique au milieu d'articles ne remettant pas en cause le rôle dirigeant du parti...)

— C. : (...) Il y a aussi un message de Gorbatchev déclarant sur un ton assez méprisant que la Roumanie ferait bien de prendre des leçons sur ce qui se passe en Union soviétique. Et maintenant, on peut essayer de voir ce qui s'est passé par quelques éléments que je crois pertinents sur le déroulement des informations.

— H. : Tu nous disais, Claude, que des signes avant-coureurs avaient précédé ce coup d'Etat, des messages sur Radio Free Europe, celui du parti d'URSS à son petit frère de Roumanie, tout ça pour arriver au coup d'Etat de la semaine dernière.

— C. : Dernier petit message précédent cet événement, la visite en 87 de Gorbatchev à Bucarest où beaucoup de monde était venu l'accueillir sans y être forcé comme le sont souvent des syndicalistes ou des ouvriers à l'occasion des visites de chefs d'Etat étrangers. Gorbatchev y avait fait une déclaration sur la rénovation urbaine et les erreurs commises en URSS dans la construction du socialisme entre les années 30 et 60. Ça aussi on le sent comme un signe, une sorte d'avertissement.

Si on reprend le fil des événements qui courent à partir de l'avant-dernière semaine du mois de décembre des événements de Timisoara, il y a plusieurs choses si l'on reprend les informations que nous envoyait l'Est. Car ce sont les radios de l'Est qui les premières ont en fait transmis l'information, c'est important de le souligner ; tout d'abord donc on pouvait croire qu'on avait affaire au début d'une véritable révolution...

les fenêtres n'étaient qu'une sorte de mise en place d'une terreur urbaine dans le cas d'une invasion étrangère, pour forcé d'un soulèvement, pour préparer une contre-offensive... Car je ne voyais pas d'armes super-sophistiquées, à part des Kalachnikovs ; au fil des images, j'ai toujours vu la même chose, des soldats, des miliciens qui tiraient un peu n'importe comment... J'ai vu un hélicoptère dans le ciel de Bucarest, qui tirait de très très loin, et je n'ai pas vu les chars en action. Quand il y a une guerre civile, ce sont eux qui ouvrent le feu, qui sont attaqués. Or ces fameux Sécuristes qui devaient dominer la ville n'avaient pas de grenades, d'armes portatives anti-chars. Je me suis dit : il y a quelque chose qui ne marche pas dans le récit qu'on est en train de nous faire. Et presque immédiatement, en fait quelque six, sept heures après ces images, on nous a annoncé la constitution du premier Comité national de salut. Alors là, c'était tout à fait clair ; il y avait deux choses qui éclairaient : d'une part le ministre de la Guerre avait été tué la veille du départ de Ceaucescu ; on a dit qu'il s'était suicidé, mais très vite on a su qu'il avait été exécuté par des gardes de Ceaucescu. On l'accusait d'« incurie » sur Timisoara... et quand on regardait la composition du Comité national, on voyait apparaître Illescu, qui était un « communiste du sérail », qui a claqué la porte en 71. Ce qui est tout à fait à son honneur, il n'a pas été mis à la porte, il est parti lui-même. Il était devenu directeur d'une maison d'Éditions techniques. Mais on voit aussi, chose importante, le général Militaru (excusez-moi du jeu de mots) : il est intéressant de voir son parcours. C'est un général de la Sécurité qui a été en 82-83 l'objet d'un procès où il était accusé — la veille de sa nomination comme vice-ministre de l'Intérieur — de faire de l'espionnage pour le compte d'une puissance étrangère. Condamné à mort, chose rarissime en Roumanie, les Russes ont réussi à le sauver. Il a été mis comme cadre de réserve en résidence surveillée quelque part dans la campagne autour de Bucarest. Et comme par hasard, dans ce qu'on a pu appeler une guerre civile, on voit aussi le grand



Solidarité à l'Est. Les Hongrois manifestent le 18 décembre contre la répression en Roumanie.

Soutien du peuple français en Roumanie, pourquoi un tel consensus ?

La dictature marxiste-léniniste, familiale et féodale de Ceaucescu et ses sbires était son meilleur détracteur. Ce qui explique en France la rapidité et l'ampleur du soutien humanitaire (colis, argent, etc.), car tout le monde sur notre échiquier politique y trouve son compte, excepté G. Marchais et son équipe de fossiles :

- la droite et l'extrême droite déclament un antimarxisme, à l'opposé du nôtre ;
— le violoniste Menuyain a même commis la gaffe de demander un retour à la royauté « apolitique » ;
— le centre giscard-mitterrandiste vole au secours des « droits de l'homme », nouvelle idéologie dominante, assise du bien-fondé de la République libérale et étatique ;
— les rénovateurs et reconstruiteurs du PC y trouvent un argument de plus pour virer la clique stalinienne de leur parti et rénover leur idéologie poussièreuse et en déroute ;
— la gauche syndicale (nous y compris) y voit avant tout une solidarité ouvrière internationale qu'elle est peut-être la seule à montrer en d'autres endroits du monde ou en d'autres circonstances.

Cette unanimité, malgré son aide importante à la souffrance d'un peuple, me laisse malgré tout un goût amer. J'aurais aimé voir un tel élan pour d'autres soubresauts de l'histoire sociale, en Amérique centrale ou en Afrique du sud, par exemple.

Astor COMETE

N° 772 JEUDI 18 JANVIER

ROUMANIE

Histoire d'un pays et analyse des récents événements

— C. : Oui, mais ça a été une sorte de mot d'ordre mobilisateur. Le « coup » a été admirablement monté, car vous aurez compris qu'après Tien An men, il fallait faire mieux, la révolution à la télévision ! Or l'immeuble de la télévision n'a pas été investi, c'est le directeur lui-même qui a fait rentrer Dinescu !

Oui, quelques tireurs ont essayé de la reprendre, mais ça n'a pas marché... Et c'est là que le jeu médiatique (vers l'Occident et dans le pays même, puisque toutes les télévisions marchaient) a eu un rôle décisif.

Quand vous avez vu les manifestations, vous avez dû être surpris de voir ces gens se balader alors que ça tirait partout. L'expérience que l'on a de l'intérieur des villes est autre. Dès que les tirs s'intensifient, tout le monde se cache. On ne pouvait pas croire que ce fut aussi sérieuse

muniste. Cela va surprendre beaucoup d'auditeurs que cela ait duré quarante ans, mais ce n'est pas antinomique, car à l'origine Ceaucescu avait développé une politique très nationaliste. Et on voit très bien dans les « nouveaux » partis qui émergent qu'il n'y a rien de nouveau, ce sont les partis d'avant-guerre. Comme par hasard, ce n'est pas le parti social-démocrate qui apparaît, mais le parti national-paysan qui était un parti à la fois « centre gauche et centre droit », capable de s'allier à des fascistes, pour les élections en 37 par exemple, et le parti chrétien national qui est un parti parafasciste.

Donc, c'est maintenant que nous serions dans une période de pré-guerre civile. Par rapport à une population qui n'a formulé aucun mot d'ordre politique à part « Ceaucescu est mort », « A bas le tyran » qui ne sont pas des mots

cours, avec les nouveaux dirigeants, ou est-ce qu'elle va se sentir frustrée, en fait, d'une révolution qu'elle n'a pas faite mais qu'elle peut penser peut-être, être apte à faire à présent. Là, je dois dire que la crise, dont le coup d'Etat n'est que le début, n'est pas sûre d'être réglée par des moyens pacifiques.

— S. : Oui mais quand même, dans la période actuelle, des gens peuvent prendre des initiatives. On ne sait pas toujours ce qu'il y a derrière, cela peut être bidon. Par exemple la création d'une Fédération des syndicats libres, il y a des gens qui doivent y penser : un syndicalisme libre de l'Etat, des partis, des Eglises. Partout il peut y avoir des initiatives.

— C. : Parfaitement, il y en a partout ; il y a des initiatives ouvrières, des initiatives venant



Le nouveau gouvernement roumain et les membres du Comité de salut national. Bucarest, le 17 janvier 1990.

que cela. Dès que la caméra se déplaçait, on voyait les gens comme au spectacle ! Ça m'avait beaucoup choqué, c'était comme à la corrida, un combat entre les miliciens et quelques types, et les gens regardent. Là, je me suis dit que ça ne tenait pas, qu'il y avait quelque chose d'autre, que c'était un coup d'Etat orchestré par un pays étranger...

— H. : Claude, tu viens de nous décrire les mécanismes d'un coup d'Etat royalement monté par l'Union soviétique peut-être, d'autres pays de l'Est sans doute, avec la complicité des pays de l'Ouest — on peut le penser. Qu'est-ce que tu peux tirer comme conclusion pour l'avenir de la Roumanie, un pays qui a visiblement changé de maître, mais pas forcément changé de chaînes ?

— C. : Pour l'instant, je serai plus pessimiste que toi, elle n'a pas changé de maître. Elle a simplement changé d'équipe, sous le même maître. Je dirais qu'on vit une situation très complexe et que les médias vont se retirer. Pour accréditer la notion de révolution populaire (comme Libération le titre : « La première révolution populaire anti-communiste qui ait gagné », c'est assez drôle !), la population croit à sa victoire, cela semble unanime. Or la tradition politique roumaine est une tradition très profondément anticom-

muniste. Cela va surprendre beaucoup d'auditeurs que cela ait duré quarante ans, mais ce n'est pas antinomique, car à l'origine Ceaucescu avait développé une politique très nationaliste. Et on voit très bien dans les « nouveaux » partis qui émergent qu'il n'y a rien de nouveau, ce sont les partis d'avant-guerre. Comme par hasard, ce n'est pas le parti social-démocrate qui apparaît, mais le parti national-paysan qui était un parti à la fois « centre gauche et centre droit », capable de s'allier à des fascistes, pour les élections en 37 par exemple, et le parti chrétien national qui est un parti parafasciste.

Donc, c'est maintenant que nous serions dans une période de pré-guerre civile. Par rapport à une population qui n'a formulé aucun mot d'ordre politique à part « Ceaucescu est mort », « A bas le tyran » qui ne sont pas des mots

des minorités nationales, d'autres venant d'héritiers des partis traditionnels (les initiateurs étant morts ou très âgés). Ces derniers doivent être tout à fait frustrés d'une victoire à laquelle, en fait, ils n'ont pas vraiment pris partie ; ils n'ont été que les figurants — comme nous savons que l'armée a distribué des armes — dans l'organisation de la mise en place du coup d'Etat. Il y a eu aussi des manifestations anticommunistes arrêtées par des soldats qui tiraient en l'air...

Tout est en germe, en fait, pour une guérilla civile, pas du tout menée par des groupes de la Sécurité, mais menée par des groupes de la population. Tout dépend à mon avis de l'argent que l'Occident va être capable de déverser sur la Roumanie pour au moins stabiliser la situation économique dans les six mois à venir...

— H. : On va te quitter là, en suivant avec toi la suite des événements en Roumanie, sachant que là comme dans les autres pays de l'Est, tout commence aujourd'hui quasiment. Et que l'année 89, qui a été riche en événements — l'écroulement du mur de Berlin en témoigne —, sera riche en rebondissements et en actions de toutes sortes dans les années à venir, et que le raz-de-marée qui agite aujourd'hui les pays de l'Est nous atteindra aussi, plus tôt peut-être que prévu.

Communiqué Solidarité Roumanie

La Fédération anarchiste et Radio-Libertaire tiennent, avec le soutien de leurs sympathisants et auditeurs, à apporter leur aide et témoignage de sympathie à l'œuvre de libération entreprise par le peuple roumain.

Tenant compte des dernières évolutions de la situation en Roumanie, nous avons décidé d'axer notre campagne de solidarité sur le collectage de matériel et d'équipements propres à fournir aux Roumains des moyens d'établir et de renforcer leurs propres structures d'entraide et de défense. Matériel d'édition, photocopieuses, machines à écrire, appareils photographiques, émetteurs radio, encre, papier, pellicules photo doivent être apportés au siège de Radio-Libertaire. Vos dons en argent sont aussi importants et seront utilisés à l'achat de ce type de matériel. Les denrées diverses et médicaments déjà collectés seront également convoqués.

Cette campagne est suivie par l'ensemble des groupes de la Fédération anarchiste sur le territoire français et fait donc l'objet d'une mobilisation importante.

Le convoi aura lieu prochainement et fera l'objet sur place de reportages qui vous seront présentés dans les colonnes du Monde libertaire et sur Radio-Libertaire.

Pour tout contact : téléphonez au 48 05 34 08. Pour tous vos dons : librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris-11^e (ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h 30).

Vos chèques sont à libeller à l'ordre de DMC mention « Solidarité Roumanie ».

FEDERATION ANARCHISTE

Roumanie, liberté !

« Ce fut une longue attente, qui dure encore, en Roumanie comme dans le reste du monde. Sur quoi, il faut vivre et lutter. Pour vivre, il peut y avoir plusieurs moyens, mais pour lutter, il n'en est qu'un : frapper sur l'adversaire. Et mon adversaire fut, reste et restera l'adversaire de ma classe, celui qui... l'affame, puis, quand elle crie justice, la mitraille. »

Panaït Istrati, Vers l'autre flamme.

L'année 89 ne devait donc pas nous laisser sur les fastes bouffons du bicentenaire d'une révolution confisquée. Le vent d'Est a soufflé et a désavoué les pronostiqueurs qui avaient rangé l'insurrection au rayon des antiquités. Le vieux monde a tremblé, nourri de l'espoir de voir tomber la tyrannie communiste et il en a même bafoillé, effrayé par tant d'aspirations à la liberté et à la justice sociale. Aussi, nous les avons vu nos premiers de la classe, voler d'une capitale à l'autre, s'assurer sur place que tout était en ordre, préférant sans doute l'immensité des goulags d'antan à la moindre trace de soviet libre. Leur spectacle pourrait être cocasse s'il n'était dégueulasse, à les voir se remémorer et s'accuser de leurs accointances dans quelque palais de dictateurs déchus. L'histoire n'est-elle faite que d'anachronismes ? D'anciens staliniens blanchis par le vent de l'amnésie reprennent leurs postes ministériels, affectant les airs de victimes. Tant de qualités exigées d'un peuple, si peu présentes chez ceux qui le gouvernent. L'affaire ne serait pas si sordide si lorsqu'un peuple réclame on ne le mitrailait.

Coup d'Etat ou révolution ? se demandent les commentateurs. Les deux sûrement, moitié mise-en-scène, moitié improvisation, mais à balles réelles... Le peuple, acteur imprévisible, a payé de son sang, à en Roumanie, où il espérait écrire sa propre histoire, ici au Panama, tout juste comme figurant, pour qu'un tyran soit destiné à grands coups de bombardements, par ses ex-souteneurs.

De l'Est comme de l'Ouest, ils n'en finissent pas d'étaler leurs vices que trop d'hommes prennent pour des vertus. Les soulèvements des pays de l'Est ont à peine ébranlé la vieille machine d'Etat, les institutions, hier répressives, ont été réinvesties, presque intactes, par l'ancienne garde communiste purgée dans les années 70. Qu'ils changent d'intitulé ne garantit rien quant à leurs prochains agissements, et les différents peuples auront besoin encore de réunir leurs énergies pour abattre ces impostures, de même devront-ils construire leurs propres alternatives et se méfier des modèles clé-en-main que leur propose l'Occident.

Un avenir à construire, mais avec quels outils ? Alors que toute possibilité réelle d'association autonome était interdite, et que tout matériel d'édition et de communication était réservé et sous contrôle du parti communiste local, comment ne pas s'étonner de voir réapparaître les seuls « protestataires » ayant pu bénéficier des services du régime. Les populations de l'Est doivent faire la conquête de leurs organisations de défense et d'entraide pour demain gérer leurs affaires elles-mêmes.

Fédération anarchiste



ETATS-UNIS

Fin de la grève des mineurs

Digne du récit de « Mama » Jones, l'héroïne du syndicalisme américain du siècle dernier, la longue grève des mineurs de Virginie vient de se terminer sur un compromis entre la compagnie Pittston et le Syndicat des mineurs (UMW). Ce compromis, aux termes non révélés, devra être ratifié sous peu par les deux parties. En avril 1989, en vue de maintenir sa compétitivité sur les marchés extérieurs, la compagnie décida de réduire ses contributions au fond d'assurance-maladie. Voyant les mineurs en retraite menacés dans leur droit à l'obtention d'allocations-maladie, mille sept cents mineurs se mirent en grève. Pittston, pour les remplacer, embaucha des « jaunes ». L'état d'exaspération fut tel, au cours de l'été, parmi les grévistes, que ceux-ci s'adonnèrent à des pratiques d'action directe visant à barrer les routes aux camions de la compagnie, à couper les lignes électriques, au besoin en dynamitant les pylônes, à incendier des bureaux de recrutement itinérants, à briser trois mille pare-brise de véhicules appartenant à la compagnie ou aux jaunes, à se bagarrer les uns et les autres, parfois à l'aide de revolvers. De son côté, la Compagnie usa de menaces contre les travailleurs et leurs délégués, au besoin en ayant recours à des nervis. Plus légalement, elle eut recours à l'Etat et à la justice. L'Etat de Virginie fit procéder à des arrestations massives de mineurs. Des juges, pour qui l'indépendance de la magistrature n'est qu'un vain mot, condamnèrent à de lourdes amendes, atteignant 68 millions de dollars, le Syndicat des mineurs (cette somme sera certainement réduite à présent). A Pittston, pour sa part, la grève a coûté dans les 600 millions de

dollars. Par ailleurs, sa production a chuté de 50%. Depuis les années 30, un tel conflit n'avait été aussi violent dans la région des Appalaches et certainement dans l'ensemble du pays. Il faut dire que les Appalaches est une région des plus démunies avec un taux de chômage de 9% (le double de la moyenne nationale) et un niveau de vie des plus bas (en 1987, le revenu familial était de 10 000 dollars, très inférieur à la moyenne nationale). Devant la gravité de la situation, l'administration républicaine a dépêché un médiateur, contrairement à son habitude de non-interventions dans les conflits de ce type. Beaucoup de compagnies qui emploient des ouvriers syndiqués estiment ne pas pouvoir assumer des dépenses médicales qui ne cessent d'augmenter. Le problème s'avère crucial, dans ce vieux secteur industriel en déclin que représente la mine, où le nombre des actifs est insuffisant pour financer l'aide médicale à une masse croissante de retraités. La conclusion du conflit apparaît comme une victoire du mouvement syndical qui, sous l'administration de Reagan, a connu une crise de recrutement et a subi de nombreux échecs. Malgré la dure lutte entreprise, les syndiqués ont tenu bon et obtenu un règlement négocié. Par ailleurs, l'ensemble de la classe ouvrière américaine a su se montrer solidaire avec les mineurs. Ainsi, chaque gréviste s'est vu alloué par l'UMW une allocation hebdomadaire de 225 dollars (1 365 F). Au pays de la libre entreprise, le réveil de la solidarité ouvrière est considéré par les syndicats comme un encouragement à l'action revendicative.



UNION ANARCHISTE TCHECOSLOVAQUE Déclaration fondatrice

NOUS, anarchistes vivant en Tchécoslovaquie, avons décidé ce 10 octobre 1989 de rendre publique la CAS (Ceskoslovenske Anarchistické Sdružení — Union anarchiste tchécoslovaque) qui fera librement référence à l'activité de la CAF (Ceska Anarchistická Federace — Fédération anarchiste tchèque) constituée voici 65 ans. La CAS est l'union libre et ouverte de ceux qui ont choisi le mouvement anarchiste. Elle veut intégrer les anarchistes accessibles provenant de toutes les professions et les couches sociales. La CAS doit mettre l'accent sur l'efficacité du mouvement et lui permettrait un développement plus normal, de sorte que son influence sur notre milieu soit plus nette que jusqu'à présent. La CAS est une union de gens pour lesquels la nouvelle société libre fonctionnant sur la base de la libre association, la société anarchiste, est le but le plus élevé, même si cela peut sembler irréaliste. Ainsi la CAS reconnaît-elle comme ses objectifs les plus importants : 1) de s'efforcer d'organiser des groupes libres, de permettre les contacts et la collaboration entre les individus et de soutenir l'initiative individuelle et la solidarité comme étant les deux éléments les plus importants de toute vie sociale saine ; 2) de soutenir l'activité d'information et d'édition, ainsi que pour le soutien de notre mouvement, de rassembler de la littérature anarchiste, théorique et de propagande ; 3) de soutenir tout mouvement antimilitariste et anti-nationaliste ; 4) en tant que branche du mouvement international, de nouer des contacts avec les anarchistes d'au-delà des frontières... ; 5) de soutenir toute activité de formation et d'information ; 6) de se prononcer clairement contre le terrorisme. L'on est cependant loin ainsi d'épuiser tous nos objectifs, car en aucun cas ceux-ci ne sauraient limiter l'initiative individuelle. La CAS appelle tous les groupes et associations à porter plus d'attention à l'intelligence, à la conscience anarchiste et au sérieux de leurs militants, qu'à leur nombre. Nous nous réservons le droit de refuser l'accès de l'union à toute personne qui ne bénéficierait pas de la confiance de nos militants. CAS Tchécoslovaquie 10 octobre 1989

Israël ou Palestine ?

A Jérusalem-Est, le samedi 30 décembre 1989, 15 000 à 20 000 pacifistes israéliens, palestiniens et étrangers qui avaient constitué, autour des murs de la vieille-ville, une chaîne humaine de 5 kilomètres, en vue de protester contre la violence orchestrée dans les territoires occupés, par les autorités israéliennes, ont été brutalement chargés par 2 000 policiers, usant de gaz lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de canons à eau. Une soixantaine de personnes ont été blessées, dont des enfants, des reporters, ainsi qu'une trentaine de pacifistes italiens. A cela, il faut ajouter l'arrestation d'environ cinquante individus, Palestiniens pour la plupart. Déjà en matinée, en vue d'endiguer l'afflux des protestataires, la police avait refoulé sans ménagement bon nombre de Palestiniens venus de Gaza et de Cisjordanie.

Une section écologiste à SAT

Au sein de l'organisation espérantiste SAT a été créée une section écologiste. Voici quelques passages significatifs de sa « déclaration de principes » : « Nous avons fondé une section consacrée à l'écologie et non pas à la protection du milieu. L'écologie ne peut pas rester neutre : la lutte des classes existe évidemment, mais pas seulement entre prolétaires et capitalistes, mais aussi entre pays riches et pays pauvres, entre hommes et femmes, entre majorités et minorités nationales, et également entre les hommes d'aujourd'hui et les hommes de demain (que restera-t-il à nos descendants si nous détruisons la planète ?) »

PANAMA

L'armée US se trompe de cible : elle épargne le tyran et massacre des milliers de civils

MAO conseillait aux guerilleros de se noyer dans le peuple comme un poisson dans l'eau. La CIA en déduisit qu'il fallait enlever l'eau pour asphyxier le poisson. Au Moyen Age, elle aurait dit : « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ». D'ailleurs, les soldats yankees, qui sont des gens très pieux, se sont empressés d'emballer les milliers de cadavres et de les recouvrir de terre selon la coutume occidentale. Si discrets, ils n'ont même pas mis de croix ou de noms au-dessus des charniers. Cependant, le complot marxiste international a osé retrouver les fosses communes et a exhumé les corps. Selon les gouvernements des Etats-Unis, c'était pour une « juste cause ». Comme le fut le génocide des Indiens au Guatemala il y a quelques années et les bombardements au Salvador il y a quelques mois. Vingt sept mille soldats US se trouvaient au Panama contre une armée de 5 200 soldats panaméens. Et pourtant, les combats ont duré plusieurs jours et continuent peut-être dans les jungles du pays. Trois cent quatorze militaires panaméens, 23 nord-américains et 220 civils auraient été tués selon le Pentagone. Après la découverte des charniers, c'est en réalité plus de 2 000 civils, voire 4 000, qui ont

été massacrés sur une population de 2 227 000 personnes. A titre de comparaison, le Premier ministre roumain a annoncé 10 000 tués au cours des journées révolutionnaires pour une population de 23 millions d'habitants. Faites vos ratios ! L'armée US a arrêté 5 683 personnes et déclare en parquer encore 1 500 dans un camp situé dans la zone du canal. Des quartiers entiers ont été détruits et 12 000 personnes se trouvent sans abri.

Bush, nouveau Buffalo Bill ?

Héros de ce western, Bush est devenu un demi-Dieu pour l'opinion nord-américaine, qui ne semble guère émue par ce massacre massif de négros et de peaux-rouges. Dans la foulée, l'armée US s'est permis de mettre à sac l'ambassade du Nicaragua, dotée en principe d'un statut extra-territorial comme toutes les ambassades. Bush peut même se vanter de respecter les accords Carter-Torrijos qui donnent la majorité du conseil de l'administration du canal au gouvernement panaméen, formé désormais par des hommes qui lui sont acquis. Devant ces exactions, on comprend pourquoi des milliers de Panaméens ont manifesté devant la demeure du nonce apostolique

ou s'était réfugié Noriega. Sa reddition signifiait pour eux l'arrêt de cette guerre sale, l'aide économique nord-américaine et le retour des capitaux. Noriega en procès à Miami, c'est encore un coup de fouet pour la cote de popularité de Bush. Il faut s'attendre à des déclarations intéressantes de Noriega sur la CIA et son ex-patron Bush. Mais le temps du Watergate est fini, les Etats-Unis sont dans l'idéologie de l'univers impitoyable. Olivier North, condamné à l'irragate, trafic bien sale d'armes et de drogue avec les ayatollahs et les contras, est devenu une gloire nationale.

L'axe Paris-Washington

Quand le ministre des Affaires étrangères français parle de l'urgence de consacrer comme principe du droit international public le devoir d'intervention des démocraties contre les dictatures, pense-t-il à déboulonner Mobutu, à abolir l'apartheid ou à simplement empêcher Chevénement de glorifier le régime fasciste turc ? En fait, la diplomatie « réaliste » du « monde libre » pense immédiatement à Castro qui a osé critiquer Gorbatchev, homme ne supportant justement pas les critiques. Compte tenu du régime totalitaire en vigueur à Cuba, on peut supposer que le Cubain fera comme le Panaméen, si les Etats-Unis laissent des survivants. Quant au

Nicaragua, deuxième épine en Amérique, l'échec de la Contra surarmée n'incitera pas les Etats-Unis à s'y risquer. Mais, dans ses campagnes de désinformation, la CIA place déjà le régime sandiniste dans le même sac que les marxistes-léninistes totalitaires de Corée du Nord, de Cuba et du Vietnam. Le sommet des sept pays les plus riches du monde de Paris de juillet 1989, c'était aussi cela : l'Etat français soutenant le président fasciste salvadorien, harcelé par les terroristes de gauche et de droite (sic), obligé de bombardier

les quartiers populaires, puis l'Etat français refusant de condamner les massacres au Panama devant l'ONU, seul avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, contre la motion introduite par la Yougoslavie. Ce sommet était un avertissement aux dirigeants du Tiers-Monde et déjà les Comores, où la France chasse les équipes de barbouzes qu'elle avait installés, et le Panama, où les Etats-Unis se débarrassent de leur ex-honorable correspondant, leur ont rappelé qui étaient les maîtres du monde. Xavier MERVILLE (groupe Carlo Catiero)



Pologne : chroniques d'une société clandestine (éditions Spartacus - décembre 1989)

EN août 1984, Leszek Nowak écrivait : « Le système pluripartite de la démocratie parlementaire est certes un paradis, mais pour les politiciens professionnels et non pour les simples gens, qui y sont toujours aliénés. Cette aliénation est moins grande que dans le système de parti unique, c'est vrai. Mais l'influence d'un seul vote tous les quatre ans sur les processus socialement importants est si peu significative, comparée à la puissance de l'établissement des partis, qu'il vaut la peine de réfléchir à des formes politiques, plus adaptées à la réalisation des besoins sociaux de l'homme ordinaire ».

A l'heure où s'effondre la domination totalitaire, et où les classes dirigeantes de l'Est tentent de moderniser le système d'exploitation par une alliance avec le capitalisme occidental et ses aspirants locaux, une nouvelle opposition est en train de naître en Pologne. Elle recherche une alternative révolutionnaire, qui trouve ses sources dans l'expérience de démocratie directe née des grèves d'août 1980 et dans le projet, exprimé par les délégués au premier congrès national de Solidarité en septembre 1981, de construire « une vie libérée de la pauvreté, de l'exploitation, de la peur et du mensonge ».

Les Chroniques d'une société clandestine ont été réalisées principalement à partir de la presse de Solidarité combattante, de 1982 à 1985. Elles relatent la genèse de cette opposition : manifestations et combats de rue, grèves, témoignages sur la vie quotidienne, discussions sur le passé et l'avenir, blagues politiques. Elles montrent la richesse subversive d'une société clandestine, que ni la dictature militaire, ni l'actuel « compromis historique » entre la bureaucratie du POUJ et l'ancienne direction de Solidarité, n'ont pu étouffer, et qui ne se laisse pas réduire, comme on l'a fait trop souvent ici, à un simple phénomène anti-totalitaire, national ou religieux.

Cette anthologie est accompagnée d'une préface situant ces documents dans l'histoire de ces dix dernières années en Pologne, d'un entretien avec plusieurs membres de Solidarité combattante et d'une interview de Jozef Piniór, dirigeant du Parti socialiste polonais-Révolution démocratique (PPS-RD), l'un des principaux groupes, avec Solidarité combattante, de la nouvelle opposition polonaise.

Nous publions ici un court extrait de cette interview.

— Comment expliques-tu l'évolution de Solidarité ?

— Jozef Piniór : Je ne pense pas qu'il soit possible de parler de l'évolution de Solidarité comme d'un tout, uni par un seul programme. Solidarité est au contraire aujourd'hui assez profondément divisé.

D'un côté, nous avons affaire à un nouvel appareil bureaucratique, rassemblé autour de Lech Walesa, qui essaye de faire de Solidarité un syndicat réformiste classique.

De l'autre côté, il y a Solidarité à la base, où la Solidarité cherche pour son propre compte les réponses aux problèmes que la majorité de la société polonaise affronte, aux questions que pose la lutte contre la paupérisation, etc.

Si la direction de Solidarité continue à s'opposer à la lutte menée par la base, aux grèves, aux revendications, on en arrivera tôt ou tard à un conflit entre ces deux groupes.

— Penses-tu qu'il puisse y avoir une alternative révolutionnaire en Pologne et que Solidarité puisse encore en être le cadre organisationnel ?

— Jozef Piniór : Au sujet d'une telle alternative, je n'ai pas le moindre doute, c'est-à-dire que ce qui me semblerait tout à fait invraisemblable, c'est qu'elle n'apparaisse pas. Pour quelle raison ? Le système qui règne dans l'ensemble du bloc ne peut plus se reproduire. Gorbatchev le sait parfaitement et ce système se trouve aujourd'hui confronté à un tournant. La direction de l'opposition rêve d'un « capitalisme à visage humain ». Or, tu connais les propositions du FMI pour la Pologne : comme dans le monde entier, il s'agit avant tout de se serrer la ceinture, parce qu'il faut bien que quelqu'un paye le prix de la réforme marchande. Je suis certain que la majorité des travailleurs, de la société, n'acceptera pas la paupérisation. Nous ne pouvons pas nous permettre une telle « expérience ».

Les Polonais vont donc se battre. On ne peut sortir de la crise en accentuant les différenciations

sociales. Les gens que la réforme marchande jettera sur le pavé vont lutter. Ils se défendront par des grèves, des manifestations, et cette résistance naîtra au travers des structures de base de Solidarité.

Solidarité à la base, c'est le mouvement ouvrier lui-même, qui s'organise également au travers de tous ces groupes oppositionnels qui naissent à l'heure actuelle. Je pense que dans ces grèves, dans ces actions revendicatives, dans cette résistance, va naître naturellement une conscience révolutionnaire, la recherche d'une alternative en terme de mode d'organisation sociale, liquidant une fois pour toutes et jusqu'au bout tous les restes et vestiges du stalinisme. Les questions qu'il faut poser sont celles du contrôle des travailleurs sur la production et de l'instauration d'une démocratie à la base. Cette nouvelle alternative socialiste, parce qu'elle sera confrontée aux expériences stalinienne, sera naturellement porteuse d'éléments anarchistes. Elle sera nécessairement une alternative autogestionnaire. Elle intégrera cette tradition anarchiste d'une façon ou d'une autre, laquelle ? je ne sais pas — c'est une interview et non un traité scientifique — mais il me semble qu'elle l'intégrera.

— Peux-tu dresser un bref panorama de l'opposition polonaise actuelle dans ses différentes tendances ?

— Jozef Piniór : Il faut partir de Solidarité à la base, des comités d'usine, où est enclenché à l'heure actuelle un processus de réévaluation, où l'on effectue des choix par rapport aux questions qui se posent au mouvement ouvrier. Cette nouvelle conscience s'exprime dans de nouvelles structures directement politiques et dans une pensée explicitement à gauche. Le PPS-RD constitue une expression de cette nouvelle conscience au sein du mouvement ouvrier. Il en va de même pour les groupes anarchistes qui s'organisent et deviennent un élément de plus en plus important du paysage politique polonais. Il y a enfin une pression de ce radicalisme



qui n'est pas encore aboutie d'un point de vue politique, c'est Solidarité combattante.

(...) C'est un groupe qui a démarré d'une façon typique à Solidarité, en mélangeant des éléments très divers dans son programme, depuis l'autogestion et le « solidarisme social » jusqu'au marché libre et à la démocratie parlementaire. Je pense qu'à présent, Solidarité combattante se trouve à un tournant et va devoir préciser son programme pour l'adapter aux développements de la situation. Il m'est cependant difficile de dire dans quelle direction cette clarification va se faire.

— Il semble qu'on assiste ces dernières années à une remise en cause par la jeunesse des valeurs traditionnelles, cléricales et nationalistes, du mouvement ouvrier polonais ? Que peux-tu dire sur l'émergence de ces courants anti-autoritaires ?

— Jozef Piniór : C'est également ainsi que je qualifierai ce phénomène. Cette jeune génération est un élément très important sur la scène politique polonaise. L'expérience fondamentale de ces jeunes a été la période qui a suivi l'état de guerre. Les distributions de tracts clandestins, les tanks dans les rues, les gaz lacrymogènes furent la première école de cette génération. Elle n'a plus aujourd'hui aucune perspective. Elle ne peut pas trouver de logement, de travail bien payé, elle n'a d'autre avenir que la faim.

Cette génération s'oppose de façon évidente à la direction de Solidarité en même temps qu'à l'Eglise et bien sûr au pouvoir lui-même. Elle considère que toutes ces forces concurrentes, en le remodelant, au maintien du système d'exploitation et de domination. C'est de ce phénomène spontané de rejet que découle la participation de la jeunesse aux nouvelles organisations oppositionnelles. Le PPS-RD, les groupes anarchistes ou Solidarité combattante sont constitués à 80-90% de gens qui n'ont pas plus de 30 ans. Ce qui est caractéristique, c'est que autant l'Eglise et son

entourage exerçaient avant août 1980 une influence énorme sur la jeune génération, autant à l'heure actuelle, la jeune opposition se constitue complètement en dehors de l'Eglise et même contre elle. On voit même apparaître, comme c'est le cas avec l'Alternative orange, les premiers symptômes d'un certain anticléricalisme. Et je pense que cela va s'approfondir. Ce phénomène était très visible dans la campagne menée ce printemps contre le projet de loi interdisant l'avortement, projet que l'Eglise a essayé de faire passer au parlement. Des groupes de jeunes oppositionnels, des groupes féministes ont commencé à se former contre ce projet. Une alternative de gauche, composée de PPS-RD, des groupes anarchistes et des groupes féministes, s'est constituée dans cette bataille.

— Pourrais-tu parler plus précisément de ces groupes anarchistes en Pologne ?

— Jozef Piniór : Ces groupes apparaissent dans diverses villes dans toute la Pologne. Pour ce qui est du PPS-RD, nous collaborons très étroitement avec eux. Les groupes les plus importants sont à Gdansk et Varsovie, où nous leur prêtons d'ailleurs notre local.

Ici, les anarchistes sont dans le mouvement ouvrier. Radicalement opposés à Walesa et à tout ce compromis entre la direction de Solidarité et le POUJ, ils sont avec nous en première ligne des grèves et des manifestations. Ce n'est que le début de ce mouvement et nous verrons bien comment il va se développer, mais en tout cas ce courant libertaire témoigne, à mes yeux, du renouveau du mouvement ouvrier polonais.

* Jozef Piniór était trésorier de la Commission régionale de Solidarność en Basse-Silésie. Quelques jours avant le coup d'Etat du 13 décembre 1981, il retira de la banque les fonds syndicaux, constituant ainsi un « trésor de guerre » qui permit la réorganisation rapide des structures clandestines dans cette région. Président du Comité régional de grève (RKS) d'octobre 1982 à son arrestation en mars 1983, il est aujourd'hui dirigeant du Parti socialiste polonais-Révolution démocratique (PPS-RD). La présente interview a été réalisée en septembre 1989.

Débat

A l'occasion de la parution de l'ouvrage : *Pologne : chroniques d'une société clandestine* * aux éditions Spartacus, l'association des Amis de Spartacus vous convie à la réunion-débat qui aura lieu le samedi 20 janvier 1990, à 15 heures, 8, impasse Crozatier (12^e), sur le thème : « Pologne : de l'état de guerre au compromis historique. Bilan et perspectives d'un mouvement social ».

Cette réunion-débat sera l'occasion d'interventions sur l'évolution de l'ensemble des pays de l'Est :

— Frédéric Goldbronn présentera les *Chroniques d'une société clandestine* ;

— Cyril Smuga (correspondant de la revue *Impreco*) et Zbigniew Kowaleski (délégué au congrès de Solidarité en 1981) parleront en particulier du Parti socialiste polonais-Révolution démocratique (PPS-RD).

— Ewa Kubasiewicz (représentante de Solidarité combattante) parlera de Solidarité combattante aujourd'hui.

— Pierre LESPOIR (animateur de la revue *la Nouvelle Alternative*) parlera des mouvements alternatifs en Pologne.

— Nicolas TRIFON et Charles FABIAN (de la revue *Izток*) parleront respectivement de la Roumanie et de la Yougoslavie.

Les Amis de Spartacus

La Mémoire des vaincus

de Michel Ragon - éd. Albin Michel

PARMI les romanciers qui se sont penchés sur le mouvement libertaire, certains ont fait preuve de la plus grande médisance. L'anarchiste espagnol de Montherlant, dans *Le Chaos et la nuit*, est quelque peu farfelu ; dans *Makhno et sa juive*, Kessel reprenait à son compte les accusations d'antisémitisme qui avaient été portées à Makhno pour le discréditer ; dans *Pour qui sonne le glas*, Hemingway considérait les anarchistes plus comme des bandits de grand chemin que comme des militants politiques !... Le nouveau livre de Michel Ragon fera plaisir à plus d'un libertaire, car l'auteur traite le sujet avec une honnêteté exceptionnelle. Il ne fait pas les fautes commises, mais les replace dans leur contexte et démontre que les erreurs de stratégie ne remettent pas en cause la justesse des opinions exprimées par les anarchistes.

Après avoir achevé un « cycle autobiographique » (*L'Accent de ma mère, Ma sœur aux yeux d'Asie...*), un « cycle vendéen » (*Les Mouchoirs rouges de Cholet, La Louve de Mervent, Le Marin des sables* — tous ces livres ont été publiés par les éditions Albin Michel), Michel Ragon projetait de consacrer à ses « compagnons libertaires » un roman où apparaîtraient les principales figures du mouvement. C'est chose faite avec *La Mémoire des vaincus*.

Ce livre, unique en son genre, est un plaidoyer pour l'anarchisme.

Michel Ragon n'est pas un théoricien, c'est un romancier. Il n'essaie pas ici de développer les idées anti-autoritaires, mais plus simplement de faire vivre des personnages s'en réclamant, ceci avec une évidente complicité. Au romancier fait parfois place l'historien, un historien tenant un discours trop rarement entendu.

Le livre débute au moment où des « individualistes » se réunissent à Romainville, au siège de leur journal : *l'Anarchie*. Très vite, les événements s'enchaînent : quelques-uns d'entre eux, réunis autour de Jules Bonnot, se servent d'automobiles pour accomplir des attaques à main armée ; la police ne tarde pas à les réprimer. Puis survient la Première Guerre mondiale, la « der des ders », celle menée au nom du « droit et de l'intelligence » contre la « barbarie prussienne ». Eclate ensuite la révolution soviétique... Comme beaucoup, les anarchistes se réjouissent.

Puis, tandis que les bolchéviques manigancent et s'entre-tuent pour conserver le pouvoir, en Europe occidentale les fascistes parquent dans les rues et tentent d'enrégimenter la population. Mais quelques individus, disposant de peu de moyens, constamment réprimés par tous les pouvoirs en place, cherchent, vaillent que vaillent, à construire une société où il ferait enfin bon vivre, sans Etat ni hiérarchie. Le soulè-

vement des militaires espagnols les oblige à réaliser leur projet. Pari de fous ? D'individus censés, plutôt, répond Michel Ragon, et qui savent que le pouvoir est le plus grand ennemi de la liberté et de la justice.

Cependant, même si leur raisonnement est juste, les anarchistes ne sont pas à l'abri de l'erreur. Ils vont d'ailleurs en commettre, des erreurs, et celles-ci leur seront fatales.

« Il y avait eu "les anarchistes de tranchées" dont se moquait Lénine, ces militants de la génération de Jean Grave qui succombèrent aux sirènes de l'Union Sacrée. Il y avait eu les anarchistes idéins, ces collaborateurs des bolchéviks (...). Il y avait maintenant en Espagne ces "anarchistes de gouvernement", eux aussi bloués, ridiculisés. »

Michel Ragon montre que ce que l'on peut appeler l'échec de l'anarchisme constitue également une victoire. En dépit de leur manque chronique de stratégie, les anarchistes n'ont, finalement, guère dévié de leurs principes. Leur idéal demeure intact. Alors que le communisme et le fascisme ont fait irrémédiablement faillite, du moins il faut l'espérer, l'anarchisme est la seule idéologie qui n'ait pas occasionné des bains de sang, qui ait pris l'homme en considération, et qui soit donc, à l'heure où quelques philosophes grassement rémunérés annoncent la « fin des idéologies », la seule idéologie, justement, encore plausible et, surtout, acceptable.

Voici la qualité essentielle de ce livre de Michel Ragon : démontrer le bien-fondé des idées libertaires. Ceci dit, quelques reproches peuvent être formulés contre ce livre, mais ils sont finalement de peu de poids. La vie du personnage central est trop foisonnante, pour être tout-à-fait crédible (mais, après tout, faut-il donc demander à un roman d'être crédible ?). Fred Barthélémy est présent lors de tous les événements qui ont marqué le mouvement libertaire.

La Mémoire des vaincus est un roman que l'on devore de la première à la dernière page. Les événements que rapporte Michel Ragon, pour la plupart, sont connus de tous, mais le lecteur se laisse prendre au jeu. Il espère qu'ils se termineront autrement, que les erreurs seront évitées, que les anarchistes ne seront pas les éternels vaincus. Le romancier donne presque l'impression de pouvoir réécrire l'histoire.

Mais l'histoire ne se réécrit pas. Les morts ne se relèvent pas, et les vivants doivent sans cesse aller de l'avant. Peut-être que ce livre, qui ne tait ni les erreurs du passé, ni, surtout, la force vive que les anarchistes ont toujours manifestée contre toutes les sortes d'oppression, balisera quelque peu ce chemin sur lequel nous sommes engagés. Souhaitons-lui de nombreux lecteurs.

Thierry MARICOURT

3^e fête de soutien à Radio-Libertaire

à Ti Ar Vretoned (22, rue Delambre - 75014 Paris)

Concert samedi 20 janvier (20 h-23 h)

avec G. Dole & Co (musique cajun) - D. Maroutian (guitare blues humoristique) Station (swing & bluegrass music)

Bal folk dimanche 21 janvier (14 h-20 h)

avec Yves Sorveyron (accordéon irlandais) - André Hucq (violoneux français) & Quintaine (folk français)

Renseignements : 48 05 34 08 ou 43 35 26 41

Entrées : Concert : 50 F - Bal folk : 40 F - Concert + bal folk : 80 F 10 F de réduction avec la carte d'auditeur de R.L. ou celle de Ti Ar Vretoned

Le samedi 20 janvier, à 15 h, au Centre confédéral, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, projection du film : « Ni peones ni patronos » (histoire des collectivités en Espagne), suivi d'un débat. Cette manifestation est organisée par le Cte comarcal Zona Norte.

L'Ombre tourne de Clod'Aria

LA Vendée s'affirme aujourd'hui par le style dépourvu de tout artifice de l'un de ses poètes. Les colonnes infernales du cénacle littéraire parisien l'ignorent superbement.

« Les gens viennent/ Ils racontent/ Comment/ Critiquent/ Se targuent/ Rarement/ Ils écoutent ».

Clod'Aria est née en 1916 à Paris. Depuis son enfance, elle vit en Vendée où elle a été institutrice, précise son éditeur Louis Dubost.

L'écriture de Clod'Aria respire, elle ne ronronne pas. Elle n'aboie pas. Dieu sait pourtant ce qu'elle aime les chats et les chiens.

Je vous soumetts ce court texte intitulé *Mirka* (ce qui signifie : Mireille, en polonais) :

« Je sais, je sais
Mirka ma chienne
Tu pleures les chiots
T'as du chagrin
Tu lèches mes mains
Tu cries ta peine.
Non, je n'écrirai pas ce matin ».

Il serait bon que les Chinois (Clod'Aria est l'un des rares poètes français traduits régulièrement et lus en... Chine) ne soient pas les seuls à lire les poèmes de cette « bonne femme ».

Alors que la France caille (comme dirait Louis-Ferdinand Céline, qui en est un autre de poète, tout autant méprisé), que l'hexagone a une peur bleue de tout ce qui sort de l'ordinaire plat de lentilles quotidien, Citoyens ! ouvrez les yeux ! Et cessez, je vous prie, de n'y voir que du bleu-convendu, convenable !...

Lisez les poètes avant qu'ils ne crèvent ! Ainsi, peut-être, un jour, le bonheur cessera-t-il d'être une idée sale en Europe ? (et pourra-t-on dire : *Qui c'est ?... — C'est le poète !*)

Christian LACOMBE

Clod'Aria : *L'Ombre tourne*, 96 pages, 60 F, le Dé Bleu éditeur, Chaillé-sous-les-Ormeaux, 85310 Saint-Florent-des-Bois.

NOTES DE LECTURE

Enquête sur Ouvea

À l'heure où l'on parle beaucoup de l'amnistie pour les événements d'Ouvea (avril-mai 1988), il est opportun de lire ou de relire le bouquin rédigé par Antoine Sanguinetti, en collaboration avec Danièle Heldin, Guy Ramirez, Violaine et Jean-Pierre Weber.

Ce livre a été rédigé pour que la mémoire ne se perde pas. Il comporte soixante pages de rappels des événements, suivies de 140 pages d'annexes (témoignages et récits).

Les auteurs s'efforcent à aucun moment de ne pas prendre partie, voulant avant tout faire un travail de journalistes et d'historiens. Il n'empêche que le bilan pour les

pouvoirs publics est accablant. Saura-t-on jamais ce qui s'est passé à la grotte de Gossanah pendant « les cinq heures mystérieuses de la phase finale » ? Des hommes savent. Parleront-ils un jour ? Et si l'amnistie s'appliquait surtout aux forces de l'ordre ?

Yves PEYRAUT

Enquête à Ouvea, d'Antoine Sanguinetti, éditions EDI-Ligue des droits de l'homme, 80 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

P.S. : La Ligue des droits de l'homme met en vente à son siège (27, rue Jean-Dolent, Paris-14^e) un poster au prix de 25 F. Ce poster reproduit la déclaration des droits de l'enfant adoptée le 29 novembre 1959 par les Nations Unies.

Bandes dessinées

DEUX journaux de bandes dessinées disparaissent des kiosques : *Pilote* et *Circus*. On ne va pas verser une larme et tomber dans la nostalgie, il ne s'y passait rien — depuis déjà longtemps. En effet, que sont les magazines de BD devenus depuis quelques années, sinon des prépublications d'histoires dessinées qui sortent un ou deux mois plus tard dans une version album de bien meilleure qualité. Les quelques amateurs prêts à payer deux fois le même produit deviennent de plus en plus rares. A force de gonfler l'esprit journal (partie rédactionnelle, nouvelles écrites ou dessinées, dossiers, travail d'équipe, informations, critiques...), les revues sont devenues obsolètes. Ces deux disparitions supplémentaires (*Charlie*, *Métal hurlant*, *Tintin*, ont aussi fermé les portes) posent toutefois des problèmes pour les auteurs. Tout d'abord au niveau financier, le paiement des pages publiées dans les magazines étant une part non négligeable des gains. Mais problème aussi pour l'avenir de la BD : ces journaux auraient pu être utilisés d'une autre façon, des tremplins pour les jeunes auteurs, et il faut s'attendre à une normalisation de la production, orientée sur des séries ayant déjà fait leurs preuves et des auteurs reconnus par le grand public.

Si la presse BD semble bien malade, il ne faut tout de même pas oublier que la production d'albums se porte bien : 19 millions d'exemplaires vendus en 88 (chiffre d'affaires en hausse de 25% par rapport à l'année précédente).

• CHIMÈRES (Rouffa, éditions Magic Strip) —

La guerre des tranchées vue du côté allemand : Verdun, les champs de batailles de la Somme, Ypres... des histoires courtes qui nous rappellent, si besoin est, que la guerre ce n'est pas qu'une série de manœuvres sur une carte topographique ; il y a aussi des hommes qui se trouvent sur le chemin des balles ennemies. La guerre c'est aussi la boue des tranchées, les obus qui sifflent avant d'exploser et du sang qui coule de cœurs qui ne demandaient qu'à battre plus longtemps. Le message est simple, mais il a besoin d'être répété puisque tout le monde ne l'a pas encore compris.

• LA GUERRE ÉTERNELLE, 3 tomes (Maruano-Haldeman, éditions Dupuis) —

Là aussi c'est la guerre, celle du Viet-Nam transposée dans un récit de science-fiction. Le scénariste est un ancien du Viet-Nam ; c'est de cette expérience dont il nous parle, de la manière dont les puissants manipulent les individus, les transforment pour en faire des machines à tuer, et les entraînent dans des conflits auxquels ils sont étrangers. L'atrocité de la guerre est là : du sang qui coule, des amis qui se font tuer. Mais il y a aussi le déceuvage, l'anéantissement de tout sentiment, de toute volonté personnelle, l'incompréhension des actes commandés par une hiérarchie stupide, la déformation volontaire des informations, l'abstraction de l'autre qu'il est convenu d'appeler ennemi.

Alain



FONT ET VAL dans "Bientôt l'Europe"

à partir du 16 janvier 1990

au T.L.P.-Déjaset (41, bd du Temple - Paris-3^e)

RESERVATIONS : 42 74 20 50

Vers la mort du COMECON ?

LE COMECON, que certains appellent le « Marché commun socialiste » a au moins un point de ressemblance avec la CEE : il lui faut bien vingt ans pour résoudre les problèmes « urgents ». En effet, les questions à l'ordre du jour du dernier sommet de Sofia se posaient avec acuité... depuis le début des années 70 ! La langueur de la CEE est due aux rivalités d'intérêts des Etats qui la composent. La léthargie du COMECON s'explique surtout par l'horreur de la caste bureaucratique pour tout mouvement qui déplace les lignes.

Un drôle de « mutuellisme »

Un tel manque de vélocité ne pouvait qu'aboutir à la paralysie de ce « Conseil d'Assistance économique mutuelle » créé sous le règne de Staline, en 1949, pour répondre à la mise en place du plan Marshall en Europe occidentale.

En fait « d'assistance mutuelle », le COMECON avait pour but d'assurer la domination absolue de l'URSS sur les pays-satellites en instaurant une division du travail qui devait ligoter ceux-ci au « grand frère » socialiste et permettre, en même temps, à l'empire stalinien, d'arriver à une quasi-autarcie.

L'URSS a donc pu imposer sa loi en rendant ses « partenaires » complètement dépendants pour les fournitures d'énergie (pétrole, gaz, électricité) et de matières premières. En échange, elle reçoit des produits agricoles, surtout de Hongrie et de Bulgarie, et des produits industriels, pour l'essentiel en provenance de RDA et de Tchécoslovaquie.

Moscou, qui peut toujours menacer de fermer les robinets, a profité du « choc pétrolier » pour augmenter fortement ses prix et les termes de l'échange n'ont cessé de se dégrader, surtout pour les partenaires agricoles, à cause de la trop faible rémunération des produits alimentaires. De son côté, l'URSS se plaint de la médiocrité des produits industriels qu'elle reçoit et dont certains, paraît-il, trouveraient difficilement preneur sur les marchés occidentaux.

Roublardise...

En définitive, comme l'indiquait *Le Monde* à propos du sommet de 1984, l'intégration économique « ne s'est pas réalisée comme prévu ni pour ce qui est de la répartition des tâches, ni même pour une simple coordination des différents plans économiques » (1). « Le COMECON n'a jamais réussi à satisfaire les besoins en produits de consommation, ni quantitativement ni qualitativement. » (2).

Dans ce système, la Tchécoslovaquie, par exemple, sixième puissance industrielle du globe avant la Seconde Guerre mondiale, a vu ses équipements devenir totalement obsolètes.

La cause principale de cette « longue maladie » du COMECON dont parlait récemment Ryskov, le Premier ministre soviétique, réside manifestement dans le système monétaire de l'organisation entièrement fondé sur un « rouble transférable » non convertible en devises fortes. Celui-ci, jouant un rôle purement comptable, ne pouvait servir en fait qu'à l'établissement d'accords bilatéraux de troc et non à la réalisation d'un véritable marché commun de l'Est. Ce troc est d'ailleurs très souvent une belle arnaque car l'URSS n'assure jamais la régularité de ses livraisons, si bien que les partenaires fournissent plus qu'ils ne reçoivent, la différence leur étant alors payée en monnaie de singe, c'est-à-dire en « roubles transférables » dont ils ne savent

que faire ! C'est la Hongrie qui semble le plus touchée par ces entourloupettes...

Tendances centrifuges

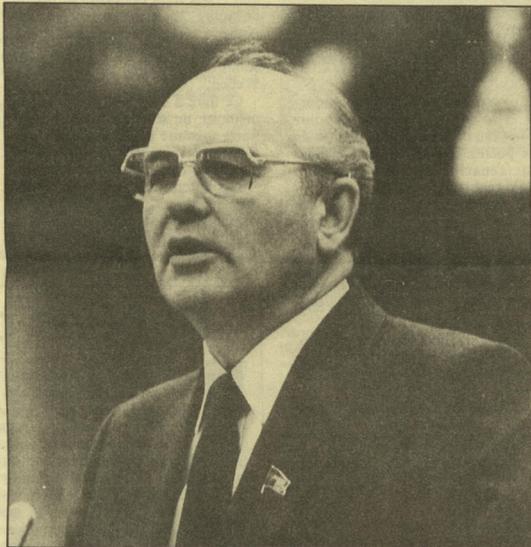
Déjà en 1970, les dirigeants polonais et hongrois, pourtant stalinien pur jus, avaient fortement râlé contre ce « rouble transférable » et demandé la création d'un véritable système multilatéral de paiement. Même les Bulgares avaient timidement protesté.

Le « rouble transférable » ne permettait pas le développement du commerce entre les partenaires du COMECON. Leurs échanges ne représentent que 4% du commerce mondial alors que les dix pays concernés produisent un tiers des richesses de la planète. Finalement, les relations des pays du COMECON se sont surtout développées avec... l'Occident !

Ainsi que le remarque *Le Monde*, le COMECON n'a pas « empêché chaque pays de poursuivre des buts

Pologne se montraient les plus impatientes et allaient jusqu'à évoquer la dissolution du COMECON. Tout le monde s'est calmé finalement car, répétons-le, avec ses robinets de gaz et de pétrole, l'URSS dispose d'arguments massues. Prague, Varsovie et Budapest se bornent donc à rechercher une certaine autonomie en constituant une « unité d'intégration régionale ». Un accord a été conclu et Ryskov a admis que le « rouble transférable » n'était plus fiable et qu'il fallait le remplacer par une devise convertible. Une commission spéciale est créée, chargée d'une « rénovation décisive de tout le système » et un sommet extraordinaire devait se tenir en juin à Budapest pour la mise en application des réformes.

Après des décennies d'immobilisme, le COMECON devrait donc bouger, sous la poussée des nécessités économiques. A l'exception du Viet-Nam et de Cuba, tous les membres du COMECON affirment vouloir s'orienter vers l'économie



différents, de développer ses propres structures de prix et de salaires et d'avoir, en fin de compte, sa propre politique économique » (3).

Il est évident que les bourgeoisies d'Etat de ces pays réagissent uniquement en fonction de leurs intérêts « nationaux » respectifs, c'est-à-dire de leurs propres intérêts de caste, et qu'elles tiennent le fameux « internationalisme prolétarien » pour du baratin destiné aux gogos. (Il serait naïf de croire que ces gens sont animés par des motifs idéologiques). Ils se moquent bien de Marx et d'Engels comme de leurs premières liquettes. L'idéologie n'est pour eux qu'un alibi, une tenue de camouflage. Ils se convertiraient à l'Islam ou au bouddhisme si cela les arrangeait !)

Donc les tendances centrifuges se sont manifestées depuis longtemps dans le COMECON. La Hongrie s'est trouvée en pointe dans ce mouvement et lorgne depuis belle lurette du côté de la CEE. Le développement de son commerce avec l'Occident s'est d'ailleurs traduit par un fort endettement qui explique la politique d'austérité dont les travailleurs hongrois font actuellement les frais. Feu Ceausescu aussi a tenté de prendre le large en adhérant au FMI et à la Banque mondiale (ce qui n'a pas dû faire remonter sa cote à Moscou...).

Lors du dernier sommet de Sofia, les nouvelles équipes dirigeantes de Tchécoslovaquie, de Hongrie et de

de marché. Gorbatchev, de son côté, voudrait bien adhérer au GATT (4) et s'intéresse de plus en plus à la CEE. Tout cela ne signifie-t-il pas que la cure de jouvence qui va être administrée au COMECON ne constituera, en fait, qu'une préparation à l'intégration totale, à plus ou moins longue échéance, des pays soi-disant « socialistes » au marché capitaliste mondial ? Ce qui amènerait bien évidemment la mort du COMECON...

Ainsi, pour la bourgeoisie bureaucratique et technocratique de l'Est, devant la faillite de son économie étatisée, il ne subsiste qu'une seule solution de rechange, celle du capitalisme classique, de l'univers impitoyable de l'économie de marché. On se doutait bien qu'elle ne pouvait opérer... pour le socialisme libertaire ! On ne peut, en effet, demander à ces braves gens de se suicider...

Sebastien BASSON

(1) *Le Monde* du 12 juin 1989.
(2) *Le Monde* du 9 janvier 1990.
(3) Id.
(4) Le GATT : organisation des pays capitalistes pour la réglementation du commerce mondial.

Le COMECON est le sigle anglais du « Comité d'assistance mutuelle » (CAEM). Il regroupe les sept pays du Pacte de Varsovie, plus la Mongolie, le Viet-Nam et Cuba. Il représente 400 millions de consommateurs.

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 18 janvier

« Bibliomanie » (16 h 30 à 18 h) : « Souvenir de la maison des femmes ».
« Flagrants désirs » (19 h 30 à 20 h 30) : le groupe Bratsch.
« Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : l'actualité internationale vue par J. Bacon (auteur des *Seigneurs de la guerre*).

Vendredi 19 janvier

« Ithaque » (22 h 30 à 2 h) : le suicide.

Samedi 20 janvier

« spécial contact » : les auditeurs pourront intervenir en direct sur l'antenne, sur le thème de « Immigration, intégration, mixité », avec de nombreux invités, associations pour poser ensemble les questions qui vont de la tolérance à la compréhension, du partage à l'échange. Téléphone du studio : 42.62.90.51.

Dimanche 21 janvier

« L'imaginaire » (22 h à 23 h) : la rotation de la terre.

Mardi 23 janvier

« Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : Magic Sam.
« Paroles d'associations » (14 h à 15 h) : la Compagnie du Labyrinthe (compagnie donnant des pièces pour et avec des prisonniers), avec Serge Sandor, directeur.
« Enlirez-vous » (18 h à 19 h 30) : Albert Jacquart pour *Idees reçues*.

Mercredi 24 janvier

« Festival d'Angoulême » (BD), en direct à partir de 8 h 45.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : Xavier Gaullier, à propos de son livre *La Seconde Carrière*.
« La théorie du Tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : Living in Texas et, sous réserve, Scraps.

Jeudi 25 janvier

« Festival de BD d'Angoulême », en direct à partir de 8 h 45.
« Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : Elisabeth et Guimou de la Tronche (chanteurs et pacifistes).
« Flagrants désirs » (19 h 30 à 20 h 30) : Act-up (groupe de lutte contre le SIDA).

Vendredi 26 janvier

« Festival de BD d'Angoulême », en direct à partir de 8 h 45.

Dimanche 28 janvier

« Enlirez-vous » (14 h 30 à 16 h 30) : Ray Bradbury, pour son nouveau livre : *A l'ouest d'octobre*.
« Damnés de la terre » (20 h à 22 h) : la Turquie.
« L'imaginaire » (22 h à 23 h) : *Poésies !*

Mardi 30 janvier

« Blues en liberté » (10 h 30 à 12 h) : Jimmy Reed.

Mercredi 31 janvier

« La théorie du tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : Die form et membranes.

RADIO-LIBERTAIRE

« Flagrants désirs »

« Flagrants désirs » est une émission hebdomadaire, et sa durée est d'une heure. Tous les jeudis de 19 h 30 à 20 h 30.

Les quinze premières minutes de l'émission sont consacrées à une revue de presse homosexuelle.

Après cette revue de presse, nous recevons des invités et ces invités sont : soit des écrivains, soit des artistes, soit des groupes ou associations directement liés

au mouvement gay, soit des chanteurs, chanteuses, danse, etc.

Chaque interview est largement entrecoupée de musique ou de chansons.

Nous faisons notre possible pour accueillir dans notre émission des artistes qui viennent de sortir un disque, ou qui passent sur scène.

Nous nous faisons également écho de tous les spectacles qui nous semblent intéressants.

Sommaire

• PAGE 2, Infos des groupes FA.
• PAGE 3, Arguments : L'ange aux semelles de plomb, Faillite frauduleuse et liquidation judiciaire.
• PAGE 4, Social : Convention médicale, Grève à la BNP, Répression anti-SUD.
• PAGE 5, Société : Nucléaire : les reculs nécessaires, Jean-Philippe Csabonne, Montfermeil, Rendez-vous Reiser, Desproges et les autres...
• PAGE 6, Dans le monde : Roumanie.

• PAGE 7, Dans le monde : Roumanie.
• PAGE 8, Dans le monde : Roumanie.
• PAGE 9, Infos internationales : USA, Tchécoslovaquie, Panama, Palestine.
• PAGE 10, Expressions : interview à propos du livre : « Pologne : les chroniques d'une société clandestine ».
• PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, spectacles, bandes dessinées.
• PAGE 12 : Dans le monde : Vers la mort du COMECON, programmes de Radio-Libertaire.